



## Assemblée générale

Soixante et onzième session

Documents officiels

## Première Commission

20<sup>e</sup> séance plénière

Mardi 25 octobre 2016, à 15 heures

New York

Président : M. Boukadoum ..... (Algérie)

La séance est ouverte à 15 heures.

## Points 89 à 105 de l'ordre du jour (suite)

**Examen thématique des questions à l'ordre du jour et présentation et examen de tous les projets de résolution et de décision déposés au titre de tous les points de l'ordre du jour relatifs au désarmement et à la sécurité internationale**

**Le Président** (*parle en anglais*) : La Commission va aborder l'examen du groupe de questions intitulé « Désarmement et sécurité sur le plan régional ». Cependant, avant d'entamer la liste des orateurs sur ce groupe de questions, conformément au calendrier adopté, la Commission va tout d'abord entendre un exposé du Président du Groupe de travail à composition non limitée sur la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. J'ai le plaisir de souhaiter une chaleureuse bienvenue à M. Fernando Luque Márquez, de l'Équateur. Après lui avoir donné la parole, je suspendrai la séance pour que nous passions à un format informel afin de donner la possibilité aux délégations de faire des commentaires et de poser des questions.

Je donne la parole à M. Luque Márquez.

**M. Luque Márquez** (Équateur) (*parle en espagnol*) : Je tiens tout d'abord à vous remercier,

Monsieur le Président, ainsi que les membres de la Commission, d'avoir inscrit à l'ordre du jour de la Commission cet exposé sur les activités du Groupe de travail à composition non limitée sur la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, que j'ai l'honneur de présider.

Conformément aux dispositions de la résolution 65/66 et de la décision 70/551, en vertu desquelles il a été décidé de convenir des objectifs et de l'ordre du jour de cette session, en particulier sur la création éventuelle d'un comité préparatoire de la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, le Groupe de travail à composition non limitée a tenu, le 22 février dernier, une réunion d'organisation, au cours de laquelle il a élu son Président, ainsi que les Vice-Présidents présentés par le Groupe d'Europe occidentale et autres États et par le Groupe des États d'Europe orientale, à savoir M. George-Wilhelm Galhoffer, de l'Autriche, et M<sup>me</sup> Laura Romanescu, de la Roumanie, respectivement. Le Groupe de travail a également adopté un ordre du jour provisoire pour les trois sessions de fond prévues en 2016 et 2017. Huit séances ont eu lieu dans le cadre de la première session qui s'est tenue du 28 mars au 1<sup>er</sup> avril. Au début de cette session, les représentants de 26 États ont prononcé des déclarations d'ordre général, quatre au nom de groupes et 22 à titre national.

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).



Au cours de la séance du matin, le mardi 29 mars dernier, sur mon invitation, M. Randy Rydell, ancien responsable du Bureau des affaires de désarmement, a fait un exposé sur les aspects historiques et politiques des trois sessions extraordinaires antérieures consacrées au désarmement, tenues en 1978, 1982 et 1983. Cet exposé, qui a été suivi d'une discussion fort intéressante entre les personnes présentes et M. Rydell, a été, me semble-t-il, extrêmement utile pour le Groupe de travail, car il a clarifié certaines questions liées aux antécédents et à l'évolution des sessions extraordinaires et permis aux délégations de se prononcer sur les objectifs et l'ordre du jour d'une quatrième session extraordinaire. Il a permis également aux délégations de passer en revue les ordres du jour des sessions extraordinaires précédentes, lesquels, à ma demande, avaient été distribués en salle de conférence. Pour la première session, il m'a paru utile d'organiser un débat très large, que j'ai alimenté en posant mes propres questions au Groupe, lorsque cela m'a paru nécessaire.

À la fin de la semaine, nous avons été en mesure de présenter des documents de travail au Secrétariat, dans l'ordre dans lequel ils avaient été déposés, de la part des États-Unis, du Mouvement des pays non alignés et de l'Australie. Au cours de cette réunion, M<sup>me</sup> Saada Hassan, de Djibouti, représentant le Groupe des États d'Afrique, a été élue Vice-Présidente du Groupe de travail à composition non limitée, et nous sommes convenus de reporter la troisième et dernière session de fond à juin 2017.

La deuxième session de fond s'est déroulée entre le 11 et le 15 juillet, avec un total de huit séances. Le premier jour, M. Ali Robatjazi, de la République islamique d'Iran, représentant le Groupe des États d'Asie et du Pacifique, a été élu rapporteur, complétant ainsi la composition du Bureau. Deux semaines avant la première réunion de la deuxième session, j'ai fait circuler, par l'intermédiaire du Secrétariat, un document de travail contenant les objectifs et l'ordre du jour proposés pour une quatrième session extraordinaire consacrée au désarmement, lequel pourrait servir de base pour parvenir à un consensus au sein du Groupe de travail. Je l'ai rédigé en tenant compte des documents de travail présentés à l'issue de la première session ainsi que des déclarations faites par les délégations. Au cours de cette semaine, nous avons débattu de ce document de travail, en utilisant le format d'un texte évolutif de façon que les propositions de toutes les délégations soient reflétées et qu'elles puissent être discutées. Une version actualisée du texte contenant les accords réalisés et les différentes

propositions a été distribuée à la fin de chaque journée, avec l'aide du Secrétariat.

Je dois admettre que la méthode du texte évolutif peut se révéler plus laborieuse, mais je crois que la transparence est essentielle dans de tels processus de négociation si l'on veut parvenir à un consensus. Par conséquent, le document qui a circulé le dernier jour de la deuxième semaine des réunions comprend les propositions qui ont été faites jusque-là et reflète les différents points de vue des délégations concernant les objectifs et l'ordre du jour d'une quatrième session extraordinaire. Je suis fermement convaincu qu'il sera possible de concilier ces différentes approches, car elles ne me paraissent pas si éloignées quant au fond. Nous pourrions dès lors continuer de débattre du principe d'une quatrième session extraordinaire globale et complète ainsi que des propositions de certaines délégations portant sur l'inscription de points spécifiques à l'ordre du jour. Il nous faudra décider de la manière dont les mécanismes de désarmement devront être analysés lors d'une quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.

Nous devons continuer d'examiner la place occupée par le consensus dans une session extraordinaire, et comment le formuler. Nous devons également envisager la manière de prendre en compte les intérêts et aspirations légitimes de chaque pays dans un ordre du jour reflétant nos intérêts communs. À compter de janvier de l'année prochaine, afin de préparer le terrain pour la troisième et dernière session du Groupe de travail à composition non limitée, qui débutera le 5 juin 2017, j'ai l'intention de mener des consultations régulières et ouvertes à la participation de toutes les délégations intéressées, sur la base du texte qui a circulé le dernier jour de la session précédente. J'espère ainsi que nous pourrions entamer la session de juin avec un texte acceptable pour toutes les délégations, ce qui nous permettrait de l'adopter par consensus et de prendre une décision concernant le comité préparatoire, respectant ainsi le mandat confié au Groupe de travail par l'Assemblée générale.

*M. Isnomo (Indonésie), Vice-Président, assume la présidence.*

J'aimerais, pour terminer, saluer le travail accompli par le personnel du Secrétariat, qui a accompagné le Groupe de travail dans ses efforts au cours des deux sessions de cette année. Certains de ses membres sont présents aujourd'hui à la tribune. Je tiens tout particulièrement à les saluer, ainsi que

les interprètes, puisque nous célébrons aujourd'hui la Journée du personnel des Nations Unies. Je tiens également à remercier les membres du Bureau du Groupe de travail à composition non limitée et, tout particulièrement, chacun des membres des délégations pour leurs contributions, déclarations et idées, et à saluer, par-dessus tout, l'esprit positif qui a régné pendant nos discussions. Cela me paraît être de bon augure pour l'issue positive des travaux du Groupe l'année prochaine.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Conformément à la pratique établie, je vais maintenant suspendre la séance afin de permettre aux délégations d'avoir un échange de vues sur l'exposé que nous venons d'entendre dans le cadre d'une séance informelle de questions-réponses.

*La séance, suspendue à 15 h 10, est reprise à 15 h 35.*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de toutes les délégations, je tiens à remercier de sa déclaration M. Fernando Luque Márquez, Président du Groupe de travail à composition non limitée sur la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.

La Commission va maintenant entamer son examen du groupe de questions « Désarmement et sécurité au niveau régional ». Je prie à nouveau tous les orateurs de bien vouloir respecter le temps de parole imparti, qui est de cinq minutes lorsqu'ils s'expriment à titre national et de sept minutes lorsqu'ils s'expriment au nom d'un groupe. La Commission continuera d'utiliser un signal sonore en cas de dépassement du temps de parole.

Je donne maintenant la parole au représentant du Tadjikistan, qui va présenter le projet de résolution A/C.1/71/L.53.

**M. Mahmadaminov** (Tadjikistan) (*parle en anglais*) : Je tiens à féliciter le Président et les autres membres du Bureau pour leur élection à la Première Commission cette année.

J'ai l'honneur de faire une déclaration au nom des États parties au Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale, à savoir la République du Kazakhstan, la République kirghize, le Turkménistan, la République d'Ouzbékistan et la République du Tadjikistan, en ma qualité de coordinateur du Traité. J'ai le plaisir d'informer la Commission

que cette année marque le dixième anniversaire de la signature de ce traité très important, et je peux dire avec fierté, en notre nom à tous, que nous avons accompli une grande tâche. L'entrée en vigueur du Traité, le 21 mars 2009, a marqué une étape importante dans la mise en place d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale, permettant aux pays d'Asie centrale de contribuer de manière importante au renforcement de la sécurité régionale et mondiale.

La création de la zone a été le résultat des efforts collectifs des cinq États d'Asie centrale dans leur volonté d'instaurer la sécurité, la stabilité et la paix dans la région, et de réunir les conditions propices au développement et à la prospérité de nos peuples. En septembre 1997, une conférence internationale a été organisée à Tachkent, intitulée « L'Asie centrale – une zone sans armes nucléaires ». La cérémonie de signature du Traité a eu lieu à Semipalatinsk, où l'un des plus grands sites d'essais nucléaires au monde a été fermé en 1991. La première réunion consultative sur le Traité s'est tenue au Turkménistan, le 15 octobre 2009, et le dépositaire du Traité est la République kirghize. Les États parties au Traité se sont engagés volontairement et sans équivoque à interdire la production, l'acquisition et le déploiement sur leurs territoires d'armes nucléaires, de leurs composants ou d'autres dispositifs nucléaires explosifs. Ainsi, la zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale a apporté une contribution réelle à la mise en œuvre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), au processus mondial de désarmement et de non-prolifération, ainsi qu'à la mise en place d'un mécanisme de sécurité régionale.

La zone de l'Asie centrale présente plusieurs caractéristiques particulières. C'est la première zone située entièrement dans l'hémisphère nord et dans une région enclavée. C'est la seule zone sur le territoire de laquelle, dans le passé, des armes nucléaires ont été déployées. Il va sans dire que la déclaration de la région de l'Asie centrale en tant que zone exempte d'armes nucléaires, située au cœur du continent eurasiatique, améliore considérablement la sécurité et la stabilité dans le vaste espace géopolitique. Nous espérons que l'espace de sécurité autour de notre région continuera à se développer afin qu'un jour notre planète tout entière puisse devenir une zone exempte d'armes nucléaires. Instaurer des garanties solides de paix et de sécurité à l'intérieur et autour de notre région est à la base du développement durable, de la coopération et du progrès. Nous avons une histoire commune et des valeurs partagées chères à l'humanité tout entière – des

valeurs de paix, de sécurité, de respect mutuel et de coopération – auxquelles nous sommes attachés et que nous confirmons une fois encore à l'occasion de ce dixième anniversaire.

Nous notons avec une grande satisfaction que la longue procédure de consultation sur l'octroi de garanties de sécurité négatives aux membres du Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale s'est achevée avec succès le 6 mai 2014. Ce jour-là, de hauts représentants des États dotés d'armes nucléaires ont signé le Protocole sur les garanties de sécurité négatives en présence des États parties au Traité. Le Protocole fait partie intégrante du Traité et offre des garanties de sécurité en Asie centrale contre le recours à la menace ou à l'emploi d'armes nucléaires. Il n'est pas exagéré de dire que la signature du Protocole au Traité est devenue l'un des jalons du régime mondial de non-prolifération au cours de la dernière décennie. Le Protocole au Traité a été ratifié par les quatre États dotés d'armes nucléaires, et nous espérons que le processus officiel d'institutionnalisation de la zone sera bientôt achevé. Cela a été et continuera d'être notre contribution importante commune au renforcement du régime du TNP.

La création de zones exemptes d'armes nucléaires – l'un des instruments universels pour empêcher la prolifération des armes nucléaires – garantit que, dans les vastes régions de notre monde, de nombreux États respectent l'obligation de ne pas transférer ou accepter de transférer des armes nucléaires ou autres dispositifs nucléaires explosifs, et d'exercer leur contrôle sur ces processus, de façon directe ou indirecte. Les pays qui appartiennent à ces zones se sont également engagés à ne pas fabriquer ni acquérir, de toute autre manière, des armes nucléaires ou d'autres engins nucléaires explosifs, ni à recevoir une aide quelconque pour leur fabrication.

Au nom des délégations du Kazakhstan, du Kirghizistan, du Turkménistan et de l'Ouzbékistan, ma délégation a l'honneur, à la présente session de la Commission, de présenter le projet de résolution A/C.1/71/L.53, intitulé « Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale ». Ce projet de résolution reflète les progrès réalisés depuis la signature du Traité, en 2006, et réaffirme notre ferme volonté de renforcer la mise en œuvre effective des mesures dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération.

J'aimerais, pour terminer, exprimer l'espoir commun des pays d'Asie centrale que ce projet de résolution bénéficiera du consensus unanime et du soutien sans réserve des États Membres de l'ONU, en tenant compte du fait que la zone a fait d'immenses progrès. Nous remercions les États Membres qui ont exprimé leur souhait de se porter coauteurs du projet de résolution. Nous sommes heureux d'informer la Commission qu'en octobre 2014, 44 États Membres s'étaient déjà portés coauteurs du projet, y compris les cinq États dotés d'armes nucléaires, et que 14 États membres l'ont coparrainé. Nous invitons d'autres pays à nous rejoindre cette année. Dix ans se sont écoulés depuis que nous avons commencé à présenter ce projet de résolution, et nous sommes résolus à poursuivre dans cette voie. Nous continuerons dans les prochaines décennies à œuvrer au renforcement de la sécurité mondiale afin de garantir à l'humanité la paix et la prospérité.

**M<sup>me</sup> Challenger** (Antigua-et-Barbuda) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom des 14 États membres de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) dans le débat thématique consacré au désarmement régional et à la sécurité.

Les États membres de la CARICOM restent déterminés à contribuer au maintien de la paix et de la sécurité internationales en respectant leurs obligations internationales et la mise en place d'une action concertée au niveau régional. La CARICOM a adopté une démarche concrète et novatrice face à la menace multidimensionnelle qui pèse sur la sécurité de notre région. Dans ce contexte, conformément à la décision des chefs d'État de la CARICOM, la sécurité constitue le quatrième pilier officiel de notre processus d'intégration régionale. Notre coopération régionale et sous-régionale, notre action collective et les partenariats que nous avons mis en place traduisent notre ferme volonté de lutter en particulier contre le commerce illicite des armes à feu, dont la prolifération continue d'avoir une incidence dévastatrice et durable sur l'ensemble de nos pays.

Il y a deux ans, nous avons salué la signature d'un mémorandum d'accord entre l'Office chargé de la sécurité et de la lutte contre la criminalité de la CARICOM et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC). Au titre de ce mémorandum d'accord, les deux institutions se sont engagées à collaborer avec différents partenaires, dont l'Initiative de sécurité concernant le Bassin des Caraïbes, le Bureau des affaires internationales de stupéfiants et de répression,

le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et l'Union européenne, dans les domaines liés, entre autres, aux bandes armées, aux armes à feu de petit calibre, à la protection judiciaire, au recouvrement des avoirs et à la traite des personnes. Les pays de la CARICOM poursuivent leur collaboration avec l'ONUDC en vue de réaliser les objectifs stratégiques énoncés dans le Programme régional de l'ONUDC pour la période 2014-2016 en appui à la stratégie de la CARICOM en matière de criminalité et de sécurité.

La CARICOM se félicite des partenariats que ses États membres ont établis avec le Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes. C'est un partenaire important de la CARICOM dans ses efforts pour s'acquitter de ses obligations en matière de maîtrise des armements et de non-prolifération. Le Centre régional a aidé les États membres de la CARICOM à améliorer leurs capacités de gestion et de destruction des stocks d'armes et à mettre leur législation nationale en conformité avec les instruments mondiaux et régionaux. La CARICOM prend acte avec satisfaction des résultats du projet pluriannuel mis en place par le Centre régional, qui vise à renforcer la capacité de 14 États caribéens à lutter contre le trafic d'armes de petit calibre grâce à une meilleure gestion des stocks d'armes et des procédures de destruction d'armes.

La CARICOM a conscience également de l'importance de systèmes nationaux de balistique légale opérationnels et bien adaptés pour lutter efficacement contre le trafic d'armes et de munitions. À cette fin, nous nous félicitons du renforcement du Réseau régional intégré d'information balistique, qui vise à faire en sorte que nos experts légistes et enquêteurs de police soient mieux à même d'identifier et de localiser les armes utilisées dans des activités criminelles transfrontalières. Au cours de l'année 2015, le Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes s'est rendu dans six pays de la CARICOM – les Bahamas, le Belize, la Barbade, le Guyana, la Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, la Trinité-et-Tobago. Des cours de trois jours ont permis de renforcer les connaissances des experts en armes à feu et du personnel spécialisé dans le maintien de l'ordre en ce qui concerne l'identification et l'examen des armes à feu. Un élément clef de cette importante formation menée dans notre région a été la présentation par un expert, devant un tribunal, de preuves médico-légales et balistiques, un exercice qui a permis aux

participants d'échanger des informations sur les meilleures pratiques ainsi que sur les défis auxquels ils doivent faire face en situation réelle dans ce domaine. La formation dispensée par le Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes a permis d'aider les pays de la CARICOM à s'acquitter de leurs obligations au titre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, y compris celles énoncées dans le document final de la sixième Réunion biennale des États chargée d'examiner la mise en œuvre du Programme d'action.

À cette fin, la réunion consultative régionale, qui s'est tenue en novembre 2015 en vue d'examiner l'avant-projet de loi type sur le Traité sur le commerce des armes, a eu pour objectif une meilleure définition des paramètres, de la portée et de la teneur des dispositions de cet avant-projet de loi type.

La CARICOM appuie le renforcement du rôle des femmes dans le désarmement. Grâce au rôle moteur joué par la Trinité-et-Tobago, le rôle des femmes, la promotion de leur participation au processus de désarmement et leurs importantes contributions au désarmement, à la non-prolifération et à la maîtrise des armements sont non seulement mis en lumière, mais également débattus de manière constructive et efficace. Nous sommes encouragés par l'appui apporté au projet de résolution A/C.1/71/L.37, déposé par la Trinité-et-Tobago, sur les femmes, le désarmement, la non-prolifération et la maîtrise des armements.

La CARICOM est pleinement déterminée à mettre en œuvre son programme pour l'application de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité. Quatre États membres de la CARICOM ont reçu le soutien de nos partenaires régionaux pour intensifier leurs efforts et moderniser leurs cadres législatif et politique dans le cadre de l'assistance pour l'élaboration et la présentation des plans d'action pour l'application de la résolution 1540 (2004), ainsi que pour la rédaction d'une législation y relative. Grâce à cette assistance, la Trinité-et-Tobago a bénéficié d'un atelier de deux jours, en juin dernier, sur les aspects pratiques de la réglementation du financement de la prolifération. La Trinité-et-Tobago est le premier pays des Caraïbes à intensifier ses efforts en matière de prévention du financement de la prolifération. Nous espérons que d'autres pays dans la région suivront cet exemple. La Trinité-et-Tobago et la Jamaïque ont bénéficié aussi d'une formation

pratique, en collaboration avec l'Organisation maritime internationale, par le biais d'exercices de simulation de gestion destinés à renforcer les capacités de maintien de l'ordre et à permettre aux spécialistes des affaires maritimes d'identifier et de manipuler les matières nucléaires, chimiques et biologiques pouvant être utilisées à des fins de prolifération.

Enfin, j'aimerais souligner que l'objectif ultime de la mise en œuvre de la stratégie de la CARICOM en matière de criminalité et de sécurité est de veiller à la sécurité des citoyens de notre région. Mais notre région continue de manquer de moyens pour relever les défis financiers multiples et complexes auxquels nous sommes confrontés sur le plan de la sécurité. Pour y remédier, nous nous employons à établir des partenariats utiles et mutuellement bénéfiques afin de renforcer notre efficacité institutionnelle et nos capacités humaines. À cet égard, nous tenons à remercier les différents partenaires régionaux et sous-régionaux ainsi que les organisations de la société civile qui nous fournissent les ressources financières, techniques et autres nécessaires à la région pour réaliser ses objectifs stratégiques.

**M<sup>me</sup> Chan Shum** (République bolivarienne du Venezuela) (*parle en espagnol*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom des États membres de l'Union des nations de l'Amérique du Sud (UNASUR). Tous les États membres de l'UNASUR sont parties aux grands instruments internationaux en matière de désarmement, notamment le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, la Convention sur les armes chimiques et la Convention sur les armes biologiques. Par conséquent, notre région est une zone exempte d'armes de destruction massive.

En août 2009, dans le cadre d'une réunion extraordinaire tenue à Bariloche, en Argentine, les chefs d'État et de gouvernement de l'UNASUR ont décidé de renforcer le statut de l'Amérique du Sud en tant que zone de paix en décidant de mettre en place un mécanisme de confiance mutuelle dans les domaines de la sécurité et de la défense. Ce faisant, ils ont confirmé leur décision de s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale de tout autre État membre de l'UNASUR. À la suite de la décision prise à Bariloche, les ministres des affaires étrangères et de la défense de l'UNASUR ont mis en place un mécanisme de confiance et de sécurité. Parmi les mesures concrètes de mise en œuvre et de garantie figurent l'échange d'informations et la transparence relatifs aux systèmes

de défense et aux dépenses militaires; la notification rapide de déploiement militaire ou d'exercice dans les zones frontalières; la possibilité d'inviter des observateurs à participer aux exercices internationaux et l'établissement de mécanismes de communication dans le domaine des activités militaires régionales et extrarégionales; des mesures en matière de sécurité relatives à la surveillance des frontières, à la prévention et à la dissuasion des groupes armés illégaux et des actes terroristes, et au renforcement de la démocratie et des droits de l'homme; des mesures dans le domaine des garanties, comme l'interdiction de la menace ou de l'emploi de la force; la proclamation de l'Amérique du Sud en tant que zone exempte d'armes nucléaires dans le cadre du Traité de Tlatelolco; le respect des principes du droit international figurant dans les traités de coopération à des fins de défense; et des mesures en matière de respect des obligations et de vérifiabilité.

Par la suite, les chefs d'État du continent sud-américain ont réaffirmé cette détermination à leur septième réunion, tenue le 30 août 2013 à Paramaribo, tout en signalant que le Conseil de défense sud-américain, créé en décembre 2008, offrait le cadre idéal pour mener une réflexion stratégique. Depuis sa création, en décembre 2008, ledit Conseil a adopté un statut et des plans d'action biennaux qui mettent l'accent sur des mesures articulées autour des politiques de défense, de la coopération militaire, des activités humanitaires et des opérations de paix, de l'industrie de la défense et des technologies, ainsi que de l'éducation et de la formation.

En mars 2010, il a été décidé de créer le Centre d'études stratégiques en matière de défense, institution chargée de générer des connaissances et de diffuser la pensée stratégique sud-américaine sur les questions de défense et de sécurité. Dans le cadre du mécanisme de confiance et des mesures de renforcement de la sécurité, le Centre d'études a établi, en décembre 2014, le Registre sud-américain des dépenses de défense agrégées pour 2006-2010, qui compile pour la première fois les informations officielles fournies par les 12 États membres de l'UNASUR, sur la base d'une méthodologie commune élaborée et adoptée à cette fin. À la suite de la publication, en juillet 2015, du Registre des dépenses de défense, le répertoire des institutions de défense d'Amérique du Sud a été publié, en tant que mesure efficace et concrète pour favoriser la transparence et la confiance. Il contient une description systématique et une analyse des règles organisationnelles, ainsi que des aspects fonctionnels des institutions de défense en place

dans les 12 pays membres du Conseil de défense sud-américain. Le Centre d'études stratégiques de défense est actuellement en train d'élaborer le premier registre sud-américain des stocks militaires, qui viendra renforcer encore la volonté de transparence de l'UNASUR.

Chaque année, l'Assemblée générale réaffirme son ferme appui au rôle joué par le Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes dans la promotion des activités de l'ONU aux niveaux régional et sous-régional en vue de renforcer la paix, le désarmement, la stabilité, la sécurité et le développement au sein des États Membres de la région. L'UNASUR souligne que le Centre régional a mis en œuvre avec succès des programmes de travail qui se caractérisent par leur approche interdisciplinaire et un niveau de coordination élevé avec les différents acteurs dans la région, y compris d'autres organismes de l'ONU, des gouvernements nationaux, des autorités provinciales et municipales et des représentants de la société civile.

Nous voudrions insister sur l'importance de mettre en œuvre le programme d'activités du Centre conformément aux priorités des États de la région. Dans ce contexte, je tiens à appeler tout particulièrement l'attention sur les initiatives prises par le Centre en réponse aux demandes d'aide à la mise en œuvre du Traité sur le commerce des armes formulées par les États d'Amérique latine et des Caraïbes. À cet égard, l'UNASUR renvoie au cours de formation pratique sur la mise en œuvre du Traité, qui complète les ressources proposées par le Bureau des affaires de désarmement. Enfin, les États de l'UNASUR remercient les gouvernements de la région et au-delà de leur contribution financière au développement et à la mise en œuvre des activités du Centre régional. Nous encourageons la communauté internationale à continuer d'appuyer les activités du Centre.

**M. Ben Sliman** (Tunisie) (*parle en arabe*) : Tout d'abord, le Groupe des États arabes s'associe à la déclaration faite par le représentant de l'Indonésie au nom du Mouvement des pays non alignés.

Le Groupe des États arabes souligne l'importance que revêt la création de zones exemptes d'armes nucléaires dans le monde, y compris au Moyen-Orient. Nous tenons à réaffirmer qu'il importe de prendre des mesures concrètes et immédiates pour atteindre cet objectif, comme il est stipulé dans le projet de résolution, intitulé « Le risque de prolifération nucléaire au Moyen-Orient », déposé chaque année par les États

membres de la Ligue des États arabes. Nous espérons que la communauté internationale appuiera le projet de résolution présenté cette année (A/C.1/71/L.2), comme elle l'a fait les années précédentes, dans le but de maintenir la paix et la sécurité internationales.

Le Groupe des États arabes souhaite également appeler les trois principaux auteurs du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) à se montrer à la hauteur de leurs responsabilités afin que nous puissions mettre en œuvre la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient. Nous réaffirmons notre volonté de faire progresser cette cause et de tout mettre en œuvre pour créer au Moyen-Orient une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive. C'est ainsi que nous pourrions garantir la sécurité et la stabilité de notre région et que nous atteindrions l'objectif final, à savoir l'élimination totale des armes nucléaires. À cet égard – et compte tenu du fait que la résolution de consensus adoptée à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010 n'a pas été mise en œuvre – le Groupe des États arabes a tenté de rompre cette impasse à la Conférence d'examen du TNP en 2015 en proposant un nouveau texte, appuyé par le Mouvement des pays non alignés. Cette démarche positive n'a cependant pas permis d'atteindre l'objectif souhaité, tous les efforts pour parvenir à un consensus ayant été sapés à la Conférence d'examen.

Nous insistons sur le fait que la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires est une responsabilité collective. Nous devons assumer notre part de responsabilité, et cela vaut aussi pour les autres pays. À défaut, le TNP perdra sa crédibilité, de même que l'ensemble du mécanisme de désarmement et de non-prolifération. À ce propos, le Groupe des États arabes tient à faire part de ses préoccupations face aux menaces que fait peser Israël sur la situation humanitaire, la sécurité et l'environnement en s'obstinant à refuser d'adhérer au TNP. Israël est le seul pays du Moyen-Orient qui n'a pas encore rejoint le TNP, et son refus persistant de soumettre ses installations nucléaires au système de garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique représente une menace réelle et flagrante pour la paix et la sécurité au Moyen-Orient.

Le Groupe des États arabes tient à rappeler que la non-application de l'engagement international pris au titre de la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient, qui appelle à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction

massive, est un puissant revers pour le régime de non-prolifération et de désarmement. Nous réaffirmons que la création de ces zones constitue l'un des piliers du TNP et revêt la même importance que les trois autres. Depuis 1995, aucun progrès tangible n'a été réalisé concernant cet aspect, bien que cette résolution fasse partie intégrante de l'accord sur la base duquel le TNP a été prorogé indéfiniment à la Conférence d'examen de 1995. Nous n'avons vu que retards, tergiversations et manquements concernant le processus d'examen et le respect des engagements pris. Voilà pourquoi le Groupe des États arabes a pris des initiatives visant l'examen complet de ces questions, y compris l'adoption d'une stratégie arabe en vue de la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive au Moyen-Orient. Nous avons également envisagé la création d'un comité des sages, dans le cadre de la Ligue des États arabes, chargé d'étudier la question, sur la base d'une résolution, adoptée le 11 mars, par quatre ministres des affaires étrangères des États arabes.

En conclusion, le Groupe des États arabes appelle encore une fois à assurer l'adhésion universelle au TNP dans la région du Moyen-Orient, ce qui est dans l'intérêt de la paix et de la sécurité internationales. Nous sommes également déterminés à œuvrer avec la Première Commission et avec la communauté internationale en vue de progresser sur toutes les questions liées au désarmement dans la région.

**M<sup>me</sup> Jenie** (Indonésie) (*parle en anglais*) : J'ai le plaisir de prendre la parole au nom du Mouvement des pays non alignés (. Je vais donner lecture d'une version abrégée de ma déclaration. La version intégrale a été publiée sur PaperSmart.

Les États membres du Mouvement des pays non alignés qui sont parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) expriment de nouveau leur vive inquiétude devant le retard de 20 ans pris dans la mise en œuvre de la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient et appellent les coauteurs de ladite résolution à prendre toutes les mesures qui s'imposent pour qu'elle soit appliquée intégralement et sans plus tarder. Les États membres du Mouvement des pays non alignés qui sont parties au TNP se déclarent une nouvelle fois profondément déçus par le fait que le plan d'action de 2010 sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive n'a pas été mis en œuvre. Ils rejettent catégoriquement les prétendus

obstacles à la mise en œuvre de ce plan d'action et de la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient, car ils sont contraires à la lettre et à l'esprit de cette résolution, qui contient le mandat initial pour la création d'une telle zone exempte d'armes nucléaires. Ils violent également l'accord collectif réalisé lors de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010.

Le Mouvement souligne une nouvelle fois que les auteurs de la résolution de 1995 ont une responsabilité particulière s'agissant de l'application de cette résolution. Nous craignons que la non-application persistante de la résolution de 1995, contrairement aux décisions prises lors des conférences d'examen pertinentes, ne sape l'efficacité et la crédibilité du TNP et ne nuise à l'équilibre délicat entre ses trois piliers, étant donné la prorogation indéfinie du Traité convenue à la Conférence d'examen de 1995 – qui est indissociable de la mise en œuvre de la résolution de 1995 – et n'accorde le droit de posséder indéfiniment des armes nucléaires. Le Mouvement appuie vigoureusement la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive au Moyen-Orient. En tant que mesure prioritaire dans ce sens, nous recommandons la création rapide d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région. En attendant la création de cette zone, le Mouvement demande à Israël, seul État de la région à ne pas avoir adhéré au TNP ou fait part de son intention de le faire, de renoncer à l'arme nucléaire, d'adhérer au TNP sans plus tarder et sans conditions préalables et de soumettre rapidement toutes ses installations nucléaires au système de garanties généralisées de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Le Mouvement demande également l'interdiction totale et complète du transfert à Israël de tous équipements, renseignements, matières et installations, ressources ou dispositifs en rapport avec le domaine nucléaire, et la fourniture d'une assistance dans les secteurs scientifiques ou technologiques liés au domaine nucléaire. À cet égard, le NAM souhaite rappeler l'issue positive des négociations nucléaires entre la République islamique d'Iran et les gouvernements des E3+3, qui ont abouti au Plan d'action global commun, le 14 juillet 2015. Nous voudrions insister sur le fait que cet accord démontre une fois encore que le dialogue et la diplomatie sont les moyens les plus efficaces de régler de telles questions, comme le Mouvement l'a toujours affirmé.

Le Mouvement considère que la création de zones exemptes d'armes nucléaires en vertu des Traités de Tlatelolco, de Rarotonga, de Bangkok et de Pelindaba, ainsi que du Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale, de même que le statut d'État exempt d'armes nucléaires de la Mongolie, constituent un pas en avant et une mesure importante pour le renforcement du désarmement et de la non-prolifération nucléaires à l'échelle mondiale. Le Mouvement réaffirme que, s'agissant des zones exemptes d'armes nucléaires, il est essentiel que les États dotés d'armes nucléaires fournissent des garanties inconditionnelles contre la menace ou l'emploi de ces armes à tous les États situés dans ces zones. Le Mouvement appelle tous les États dotés d'armes nucléaires à ratifier les protocoles additionnels à tous les traités portant création de zones exemptes d'armes nucléaires, de s'abstenir de toutes réserves ou déclarations interprétatives incompatibles avec leur objectif et leur but et de respecter le statut dénucléarisé de ces zones.

Nous exhortons les États à conclure des accords, librement consentis entre les États de la région concernée, en vue de créer de nouvelles zones exemptes d'armes nucléaires dans les régions où elles n'existent pas, conformément aux dispositions du Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, ainsi qu'aux principes et directives adoptés par la Commission du désarmement des Nations Unies en 1999. Le Mouvement tient également à souligner l'importance que revêtent les activités des Nations Unies au niveau régional pour accroître la stabilité et la sécurité des États Membres. Ces activités doivent être encouragées de manière vigoureuse grâce au maintien et à la revitalisation des trois Centres régionaux pour la paix et le désarmement.

**M. Raja Zaib Shah** (Malaisie) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de faire cette déclaration au nom des États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) – Brunéi Darussalam, Cambodge, Indonésie, République démocratique populaire lao, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande, Viet Nam et mon propre pays, la Malaisie.

Face aux problèmes de sécurité de plus en plus complexes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui, nous devons poursuivre nos efforts collectifs afin de maintenir la paix et la sécurité internationales. Par conséquent, l'ASEAN s'est efforcée de renforcer sa propre capacité à relever les défis régionaux en matière

de sécurité, conformément à sa Charte, en réhaussant le rôle central de l'ASEAN dans le dispositif de sécurité régionale. La création de la Communauté économique de l'ASEAN en 2015 témoigne de nos efforts pour bâtir un dispositif régional propice à la paix, à la stabilité et à la prospérité.

Pour l'ASEAN, la transparence et les mesures de confiance, ainsi que les progrès sur la voie du désarmement et de la non-prolifération nucléaires à l'échelle mondiale, sont indispensables pour améliorer l'environnement de sécurité de la région de l'Asie et du Pacifique. Nous soulignons l'importance de la coopération internationale en matière de non-prolifération nucléaire, de désarmement nucléaire et d'utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire qui répondent aux normes de sûreté, de sécurité et de non-prolifération doivent continuer d'être respectées. C'est pourquoi nous réaffirmons notre attachement au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et apprécions tout particulièrement la plateforme que nous offrent les dialogues régionaux pour faciliter la mise en œuvre des engagements du TNP de manière équilibrée. Nous demeurons fermement attachés à l'universalité et à la mise en œuvre complète et effective du TNP, car cela nous paraît indispensable pour parvenir au désarmement et à la sécurité au niveau régional. Nous demandons donc à tous les États parties de prendre des mesures concrètes pour s'acquitter de leurs obligations en vertu du TNP.

La mise en place du Traité sur la zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud-Est a contribué au renforcement de la sécurité des États dans la région et à la paix et à la sécurité internationales. Nous sommes encouragés par les accords portant création de zones exemptes d'armes nucléaires, notamment par les traités de Tlatelolco, de Rarotonga, de Pelindaba et de Semipalatinsk, ainsi que par le statut d'État exempt d'armes nucléaires de la Mongolie. À cet égard, nous exhortons d'autres États à conclure des accords visant à créer des zones exemptes d'armes nucléaires dans des zones où elles n'existent pas, y compris au Moyen-Orient.

Notre contribution au désarmement régional cette année comprend notamment l'inauguration officielle, en mai dernier, au siège de l'ASEAN, à Phnom Penh, du Centre régional de lutte antimines. Une fois que le Centre sera pleinement opérationnel, le Centre fera office de centre régional d'excellence chargé de traiter des aspects humanitaires des restes explosifs

de guerre. Par ailleurs, le réseau des organismes de réglementation de l'ASEAN sur l'énergie atomique continue d'entreprendre diverses activités sur la sûreté, la sécurité, les garanties nucléaires, ainsi que sur la préparation et la réponse aux situations d'urgence. Ces activités sont menées dans le cadre d'échange d'informations et complètent le travail des mécanismes existants à différents niveaux, notamment de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Dans le but de renforcer la coopération, des hauts responsables de l'ASEAN ont été chargés d'étudier les moyens d'officialiser les relations entre l'ASEAN et l'AIEA afin de promouvoir la collaboration et le renforcement des capacités dans l'intérêt de tous les États Membres.

La huitième réunion intersessions du Forum régional de l'ASEAN sur la non-prolifération et le désarmement, coprésidée par le Canada, la Nouvelle-Zélande et la Malaisie, s'est tenue à Putrajaya, en avril de cette année, en vue d'approfondir la coopération dans le cadre des différents cadres intergouvernementaux afin de respecter les engagements et les obligations découlant du désarmement et de la non-prolifération dans le cadre du plan de travail proposé par le Forum régional.

Les cadres régionaux jouent un rôle précieux dans le développement d'initiatives concrètes, le renforcement des capacités et le respect de nos engagements à l'égard des trois piliers centraux du régime mondial de non-prolifération, à savoir la prévention de la prolifération des armes de destruction massive, la promotion de l'utilisation pacifique de la technologie nucléaire et l'intensification des efforts de désarmement mondial. L'ASEAN est déterminée à œuvrer avec la communauté internationale à la réalisation de ces objectifs.

**M. Lwin** (Myanmar) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à féliciter le Président pour la manière dont il dirige les travaux de la Commission à la présente session, et l'assurer, ainsi que le Bureau, du soutien total de ma délégation.

Le Myanmar s'associe à la déclaration prononcée par la représentante de l'Indonésie, au nom du Mouvement des pays non alignés, et par le représentant de la Malaisie, au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

Ma délégation tient à exprimer sa reconnaissance au Bureau des affaires de désarmement de l'ONU, à son Service du désarmement régional et aux trois Centres régionaux des Nations Unies pour la paix et le désarmement pour leur précieuse contribution

au désarmement mondial et à la paix et à la sécurité internationales. Ma délégation appuie pleinement et salue le rôle joué par les trois Centres régionaux des Nations Unies, en particulier par le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique, dans la promotion des instruments régionaux et internationaux de désarmement et de non-prolifération grâce au renforcement des capacités nationales, aux initiatives de sensibilisation et de plaidoyer. En reconnaissance des contributions apportées par le Centre, ma délégation, avec d'autres pays de la région partageant les mêmes idées, s'est portée coauteur du projet de résolution annuel A/C.1/71/L.27, intitulé « Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique ».

En janvier 2016, le Myanmar a organisé à Nay Pyi Taw, en coopération avec le Bureau des affaires de désarmement de l'ONU, une table ronde nationale sur la mise en œuvre de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité. Cet événement a reçu le soutien de l'Union européenne, du Gouvernement des États-Unis et du Centre régional des Nations Unies. Il s'est concentré sur les pratiques optimales dans la mise en œuvre de la résolution visant à empêcher l'accès d'acteurs non étatiques à des armes de destruction massive. Au cours de cette table ronde, des discussions ont eu lieu avec des experts du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004), de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire et du Bureau des affaires de désarmement de l'ONU sur la mise en œuvre nationale et la future coopération régionale et internationale.

Toujours au Myanmar, en février dernier, le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique a organisé un atelier de renforcement des capacités sur les armes légères et de petit calibre, avec l'aimable assistance du Gouvernement du Royaume-Uni. Des experts internationaux, des représentants du Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique et du Bureau des affaires de désarmement de l'ONU ont débattu avec des parties prenantes du Myanmar des instruments internationaux pertinents ainsi que des législations nationales, des exigences en matière d'établissement de rapports et des outils disponibles pour l'assistance en matière de contrôle des armes légères et de petit calibre.

Dans le contexte de la paix et de la sécurité internationales, la prolifération des armes de destruction massive est une préoccupation croissante pour tous

les pays. Étant donné que la menace du terrorisme et de l'extrémisme violent est toujours plus prégnante, le contrôle des armes légères et des armes légères est devenu pour nous une priorité. Les États sont vivement préoccupés face aux nombreuses incidences sur les plans sécuritaire, humanitaire et socio-économique de la fabrication, du transfert et de la circulation illicites d'armes légères et de petit calibre. La sécurité et la stabilité régionales sont des conditions préalables pour les pays en développement, car la sécurité, la stabilité et le développement vont de pair. Dans ce contexte, nous souhaitons réaffirmer que le Myanmar coopérera avec les pays voisins et les institutions régionales afin de renforcer la stabilité et la sécurité de l'État et de la région.

Nous saluons le Programme de bourses d'études des Nations Unies sur le désarmement, organisé par le Bureau des affaires de désarmement de l'ONU. Le Myanmar est l'un des bénéficiaires de ce programme et espère continuer d'en bénéficier dans les années à venir. Nous souhaitons également encourager les États membres qui sont en mesure de le faire à continuer d'apporter leur contribution au fonds, car les activités des centres régionaux dépendent pour l'essentiel de contributions volontaires. Le maintien et la revitalisation des Centres régionaux des Nations Unies pour la paix et le désarmement contribueraient grandement à la paix et à la sécurité aux niveaux régional et international. Nous souhaitons réaffirmer notre appui sans faille aux Centres régionaux pour la promotion de la paix, de la sécurité et du désarmement dans leur région respective et au-delà.

**M<sup>me</sup> Al-Mukh** (Iraq) (*parle en arabe*) : Je tiens tout d'abord à saisir cette occasion pour indiquer que ma délégation s'associe aux déclarations faites aujourd'hui par le représentant de la Tunisie, au nom du Groupe des États arabes, et par la représentante de l'Indonésie, au nom du Mouvement des pays non alignés.

Les zones exemptes d'armes nucléaires sont une composante essentielle des mesures de confiance aux niveaux régional et peuvent se révéler être un moyen efficace de renforcer le régime de désarmement et de non-prolifération. La création de telles zones reflète les valeurs communes de nombreux pays en matière de désarmement nucléaire, de maîtrise des armements et de désarmement. L'Iraq appuie par conséquent pleinement la création de ces zones, car elles contribuent au renforcement de la paix et de la sécurité aux niveaux régional et international.

L'état critique du monde en général, et du Moyen-Orient en particulier, impose à la communauté internationale d'assumer sa responsabilité collective et d'œuvrer à la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive. À cet égard, l'Iraq exprime sa déception face à l'échec de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015 et l'absence de consensus sur un document final. Il revient aux Nations Unies et aux trois États dépositaires du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) d'honorer leurs engagements et d'assumer leur responsabilité en ce qui concerne la création dans les meilleurs délais d'une telle zone au Moyen-Orient, l'objectif étant de renforcer la paix et la sécurité aux niveaux régional et international, conformément à la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient et à la décision prise par la Conférence d'examen du TNP en 2010.

La non-application de la résolution sur le Moyen-Orient contribuera à maintenir l'instabilité et le climat de tension dans la région et rendra plus difficile l'universalisation d'autres traités, affaiblissant ainsi le régime de non-prolifération et portant atteinte à la crédibilité et à l'universalité du Traité. Pour l'Iraq, la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires est conditionnée par des étapes essentielles. Israël doit placer l'ensemble de ses armes nucléaires sous le régime de garanties généralisées de l'Agence internationale de l'énergie atomique, et ses autres installations nucléaires doivent faire l'objet d'une vérification, conformément à la résolution 487 (1981) du Conseil de sécurité. Ces mesures sont un préalable nécessaire pour réduire les tensions au Moyen-Orient, une région qui reste profondément fragilisée en raison du fait que, contrairement à celles d'autres pays, les installations nucléaires israéliennes, qui ont la capacité d'être utilisées à des fins militaires, ne font l'objet d'aucune supervision de la part de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

**M. Wood** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Les États-Unis sont fermement déterminés à promouvoir la paix et la prospérité internationales en renforçant les partenariats et la coopération avec les organisations régionales et d'autres organisations intergouvernementales. L'établissement de partenariats entre les régions et les organisations internationales est également essentiel. À cet égard, des organisations et des initiatives telles que l'Agence internationale de l'énergie atomique, l'Organisation du Traité d'interdiction

complète des essais nucléaires, l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), l'Unité d'appui à l'application de la Convention sur les armes biologiques, le Partenariat mondial contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes et le Programme d'action pour la sécurité sanitaire mondiale méritent d'être saluées pour les efforts collectifs qu'elles déploient pour répondre aux problèmes en matière de développement, de santé et de sécurité tant au niveau régional qu'international.

En tant qu'ardent défenseur des traités portant création de zones exemptes d'armes nucléaires – des mesures importantes qui nous rapprochent de notre vision commune d'un monde sans armes nucléaires – je tiens tout particulièrement à saluer les efforts déployés par l'Agence pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes, qui célébrera, en février prochain, le cinquantième anniversaire de la signature du Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes. Les États-Unis demeurent attachés à l'objectif visant la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires, et nous restons prêts à soutenir activement des discussions directes et approfondies entre les États de la région, qui sont essentielles pour aller de l'avant.

Les groupes régionaux offrent également des enceintes importantes pour progresser dans la réalisation des objectifs de désarmement, de sécurité et de non-prolifération. En Asie de l'Est, le dispositif régional a gagné en maturité. Pour la première fois, le Sommet de l'Asie de l'Est de 2016 a publié une déclaration indépendante sur la non-prolifération. La force née de l'unité des participants au Sommet de l'Asie de l'Est sera essentielle pour faire face aux menaces régionales, telles que les programmes nucléaires et balistiques de la Corée du Nord. Le 9 septembre, la République populaire démocratique de Corée a mené son cinquième essai nucléaire – le deuxième cette année – et a procédé à un nombre inquiétant de lancements en utilisant la technologie des missiles balistiques interdite par l'ONU. Ces actes provocateurs et déstabilisants violent de manière flagrante les multiples résolutions du Conseil de sécurité et constituent une grave menace pour notre sécurité commune. Nous envisageons de travailler en étroite coopération avec tous nos alliés et partenaires afin d'élaborer et d'appliquer des mesures destinées à contraindre les dirigeants de la République populaire démocratique de Corée à changer de cap et à revenir sur la voie de la dénucléarisation. Face à de telles menaces, notre engagement envers la défense de

nos alliés, y compris la République de Corée et le Japon, est plus fort que jamais.

En Europe, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe reste l'une des institutions les plus importantes en matière de sécurité globale. Les États-Unis sont résolus à préserver, renforcer et moderniser le contrôle des armements classiques en Europe, sur la base des principes et engagements clefs. Malheureusement, nous sommes confrontés à des défis sérieux pour la sécurité européenne et eurasienne, y compris des incidents terroristes, un conflit actif au Haut-Karabakh et l'intolérance, qui a augmenté à mesure que la crise des réfugiés et des migrants dans toute l'Europe s'est intensifiée. L'agression de la Russie dans l'est de l'Ukraine et sa tentative d'annexion de la Crimée constituent une violation flagrante des obligations internationales de la Russie et de ses engagements vis-à-vis de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. La violation par la Russie du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire porte également gravement atteinte à la sécurité européenne.

En Afrique, dans les Amériques et dans la région de l'Asie et du Pacifique, nous travaillons également en étroite collaboration avec les organisations régionales, ainsi qu'avec le Bureau des affaires de désarmement de l'ONU, pour appuyer la mise en œuvre de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité et répondre aux préoccupations régionales individuelles, en ce qui concerne notamment les questions liées aux armes chimiques et biologiques, à la sécurité frontalière et aux armes légères et de petit calibre.

Au-delà des questions liées aux armes nucléaires, l'adhésion croissante à la Convention sur les armes chimiques dans la plupart des régions montre combien elle est utile pour établir une norme mondiale interdisant ces armes odieuses. Les États-Unis souhaiteraient que les États Parties à la Convention prennent des mesures lors de leur Conférence d'examen de novembre pour renforcer la Convention de multiples façons, notamment par la coopération régionale et les efforts visant à accroître l'adhésion à la Convention et sa mise en œuvre dans les régions en développement. De plus, nous nous félicitons du soutien très ferme apporté par la majorité des groupes régionaux au travail de l'OIAC et aux efforts qu'elle déploie avec les États membres pour renforcer les normes mondiales contre le développement et l'utilisation des armes chimiques. À cet égard, les États-Unis condamnent fermement l'utilisation d'armes chimiques par la Syrie et l'État islamique

d'Iraq et du Levant, comme le confirme le rapport du Mécanisme d'enquête conjoint OIAC-ONU, publié le 24 août. L'utilisation d'armes chimiques est répréhensible et ceux qui utilisent de telles armes doivent répondre de leurs actes.

En conclusion, les États-Unis sont fermement engagés à travailler avec la communauté internationale, y compris au niveau régional, afin de promouvoir la sécurité internationale, la non-prolifération et le désarmement. Tous les États bénéficient des initiatives visant à faire progresser la sécurité régionale et ils doivent continuer d'œuvrer à l'amélioration des conditions de sécurité à l'échelle régionale et, par extension, à l'échelle mondiale.

**M. Carrillo Gómez** (Paraguay) (*parle en espagnol*) : J'ai l'honneur de prononcer cette déclaration au nom de la délégation de la République du Paraguay.

La République du Paraguay réaffirme son engagement en faveur de la paix et de la sécurité internationales, de la non-prolifération et du désarmement, du renoncement à la guerre, du recours à des moyens pacifiques pour le règlement des conflits et de la coopération entre les États.

Le recul des initiatives en matière de désarmement et de non-prolifération au niveau régional porte atteinte à la paix et à la sécurité au niveau mondial. L'Amérique latine et les Caraïbes sont une zone de paix, exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive. Le Paraguay tient à ce propos à souligner les efforts déployés par la Communauté de l'Amérique latine et des Caraïbes, l'Union des nations de l'Amérique du Sud et le Marché commun du Sud, en coopération avec leurs États associés, pour mettre en œuvre au niveau régional et sous-régional les engagements pris en matière de désarmement et de non-prolifération, et à saluer les efforts déployés à cette fin par l'Organisation des États américains. Le Paraguay exhorte les délégations des États membres de ces organisations à veiller au respect des mesures de confiance et de sécurité dans la région et, par-dessus tout, à limiter le plus possible leurs dépenses en armement sans porter atteinte au principe de sécurité non diminuée au plus bas niveau d'armement.

Le Paraguay exhorte également les États membres de ces organisations à accroître leurs efforts pour relever les défis communs dans la région, sur la base de la coopération internationale et des relations amicales entre les États, en vue notamment de permettre l'universalisation et la mise en œuvre des instruments

internationaux pertinents, tels que le Traité sur le commerce des armes et le Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects. Le Paraguay appelle également les États de la région à encourager la participation des femmes aux débats et décisions en matière de désarmement, de non-prolifération et de maîtrise des armements dans la région, et à participer activement à la lutte générale contre la criminalité transnationale, notamment la lutte contre le terrorisme.

À l'occasion du trentième anniversaire de sa création, le Paraguay salue le travail réalisé par le Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes et rappelle qu'il a été créé en tenant compte des liens étroits entre le désarmement, la non-prolifération, la paix et la sécurité et le développement.

Enfin, le Paraguay souhaite insister sur le fait que les ressources économiques, intellectuelles et autres doivent être utilisées à des fins pacifiques et en faveur du développement économique et social des peuples, et non pas pour encourager la course aux armements ou accroître l'incertitude qui conduit aux affrontements armés entre nations. Nous tenons à cet égard à souligner la nécessité de consacrer les ressources allouées à la modernisation des arsenaux les efforts consacrés à la réalisation des objectifs de développement durable, notamment de la cible 16.4, afin de réduire de manière significative les flux d'armes illicites et de contribuer à la lutte contre toutes les formes de criminalité organisée.

**M. Islam** (Bangladesh) (*parle en anglais*) : Le Bangladesh s'associe à la déclaration prononcée par la représentante de l'Indonésie au nom du Mouvement des pays non alignés.

Le Bangladesh reconnaît l'importance cruciale du désarmement et de la sécurité au niveau régional dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales. La notion de stabilité stratégique revêt néanmoins une importance particulière. Nous encourageons les acteurs de la société civile concernés et les autres acteurs concernés à continuer de participer aux débats sur la création éventuelle d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud le plus rapidement possible. Nous accordons la priorité à l'octroi de garanties inconditionnelles et juridiquement contraignantes aux États non dotés d'armes nucléaires contre la menace ou l'emploi d'armes nucléaires par les États dotés d'armes nucléaires. Nous ajoutons notre voix à celle de ceux qui insistent sur la nécessité de créer au Moyen-Orient

une zone exempte d'armes nucléaires dans l'intérêt d'une paix, d'une sécurité et d'une stabilité durables dans la région. Nous souscrivons à l'idée selon laquelle le dialogue pacifique et la diplomatie demeurent les meilleures options pour bâtir une architecture de sécurité régionale saine. Une coopération régionale renforcée, notamment grâce à la transparence et à des mesures de confiance, est essentielle pour réunir les conditions propices à un dialogue soutenu et approfondi sur les questions de désarmement et de sécurité.

Le Bangladesh reconnaît le rôle utile joué par le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le développement, qui rassemble des experts et des décideurs compétents de la région pour partager leurs points de vue sur des questions d'intérêt commun. Dans un passé récent, le Centre régional a facilité le processus d'identification des éléments d'intérêt et de préoccupation communs parmi les pays de la région lors de négociations sur différents traités de désarmement. Sur le plan national, nous avons bénéficié en particulier de l'appui personnalisé apporté par le Centre pour promouvoir la mise en œuvre du Programme d'action des Nations Unies en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, ainsi que de l'Instrument international de traçage. L'assistance technique fournie par le Centre dans ce domaine nous a également permis d'identifier les lacunes de nos dispositifs juridiques, politiques et institutionnels et les difficultés que nous rencontrons pour veiller au respect des dispositions pertinentes du Traité sur le commerce des armes. Nous ne pouvons que réaffirmer l'importance critique de la coopération régionale pour relever efficacement les défis posés par le commerce illicite des armes légères et des munitions.

Nous attendons avec impatience de pouvoir renforcer notre partenariat avec le Centre régional afin d'appuyer nos travaux en cours sur l'élaboration d'une liste nationale de contrôle exhaustive qui nous permettrait, notamment, de nous acquitter de nos obligations au titre de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité. Le Bangladesh reste ouvert aux possibilités de mettre à profit les pratiques optimales d'autres pays de la région en ce qui concerne la prévention de la prolifération des armes de destruction massive et leur éventuelle acquisition par des terroristes et d'autres entités non étatiques et non autorisées. Nous avons déjà mis en place des mécanismes institutionnels efficaces pour renforcer nos capacités nationales en matière de sûreté et de sécurité nucléaires dans le

contexte de notre aspiration à une utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.

Nous remercions le Gouvernement népalais d'avoir accueilli le Centre régional, et le Gouvernement thaïlandais d'avoir pris des dispositions provisoires pour assurer le fonctionnement efficace du Centre. Nous attendons avec impatience que le Centre régional revienne le plus vite possible à Katmandou afin qu'il reprenne ses activités à part entière. Comme les années précédentes, nous sommes heureux de nous porter coauteurs du projet de résolution sur le Centre régional (A/C.1/71/L.27). Nous demandons au Centre d'intensifier ses efforts pour promouvoir et diffuser l'éducation et la recherche en matière de désarmement dans la région en s'appuyant sur les ressources nécessaires dont il dispose.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Pakistan, qui va présenter les projets de résolution A/C.1/71/L.14, A/C.1/71/L.15 et A/C.1/71/L.16.

**M. Ammar** (Pakistan) (*parle en anglais*) : Le Pakistan s'associe à la déclaration prononcée par la représentante de l'Indonésie au nom du Mouvement des pays non alignés.

Dans la période de l'après-guerre froide, la plupart des menaces à la paix et à la sécurité sont nées principalement entre les États situés dans une même région ou sous-région. Par conséquent, les approches régionales en matière de désarmement et de maîtrise des armements sont à la fois essentielles et complémentaires des efforts déployés aux niveaux international et bilatéral. Dans le document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, ainsi que dans les résolutions adoptées par la Commission du désarmement et la Première Commission, nous avons maintes fois souligné la nécessité d'adopter des démarches à la fois régionales et mondiales, y compris en ce qui concerne les accords conclus dans le domaine du désarmement et de la limitation des armements.

La communauté internationale a approuvé ces mécanismes et cadres normatifs, ainsi que les deux instruments largement reconnus et vérifiés que sont la maîtrise des armes classiques et les mesures de confiance, en particulier aux niveaux régional et sous-régional. Plusieurs régions du monde ont bénéficié de l'application des principes et directives dans les domaines de la maîtrise des armements classiques et

des mesures de confiance élaborées et convenues aux Nations Unies. Il convient de rappeler et de réitérer certains de ces principes, notamment la préservation de l'équilibre dans les capacités de défense des États au niveau le plus bas d'armements et de forces militaires, la responsabilité particulière des États militairement les plus puissants et dotés des capacités militaires les plus importantes dans la promotion des accords de sécurité régionale et la recherche de mesures de désarmement de manière équitable et équilibrée.

Prévenir la possibilité d'une attaque militaire lancée par surprise et éviter une agression demeurent un objectif essentiel en matière de maîtrise des armements classiques. Un équilibre stable des forces et des armes classiques est nécessaire pour assurer la stabilité stratégique, en particulier dans les régions sensibles comme l'Asie du Sud. Le Pakistan a fait de nombreuses propositions pour renforcer la stabilité stratégique en Asie du Sud. Malheureusement, aucune d'entre elles n'a reçu d'écho favorable. Notre proposition visant la mise en place d'un régime de retenue stratégique comprend trois éléments indissociables pour le règlement des différends : retenue en matière d'armes nucléaires et en matière de missiles et équilibre des forces classiques. La reconnaissance de la complémentarité des approches régionales et de la manière de progresser efficacement sur ces trois éléments permettra d'atteindre les objectifs fixés en matière de maîtrise des armements et de désarmement au niveau mondial.

Au cours des années, les mesures de confiance ont prouvé leur utilité et leur efficacité dans plusieurs régions et sous-régions, y compris dans le domaine du contrôle des armements, du désarmement et, plus largement, de la paix et de la sécurité internationales. Comme les résolutions de l'Assemblée générale et les directives de la Commission du désarmement l'affirment, les mesures de confiance au niveau régional doivent être adaptées aux spécificités de la région et consister, dans un premier temps, en des dispositions simples visant à améliorer la transparence, l'ouverture et la réduction des risques avant que les États concernés ne soient en situation d'envisager des mesures plus importantes en matière de maîtrise des armements et de désarmement. Toutefois, quelles que soient les spécificités des différentes régions et les mesures de confiance prises par les États concernés, le but ultime des approches régionales doit être de renforcer la paix et la sécurité aux niveaux régional et mondial.

Les mesures de confiance sont importantes en ce sens qu'elles peuvent conduire à la création de conditions propices à un dialogue et une diplomatie plus sérieux. Les mesures de confiance ne doivent cependant pas être une fin en soi. Elles doivent aller de pair avec les efforts visant à régler pacifiquement les différends, conformément à la Charte des Nations Unies. Si aucun progrès n'est réalisé vers l'élimination des différends sous-jacents et des causes de méfiance entre les États, l'utilité des mesures de confiance restera au mieux limitée. Les mesures de confiance ne peuvent à elle seules constituer un substitut ni une condition préalable à des mesures visant le règlement pacifique des différends.

Le Pakistan se sent honoré d'avoir été le fer de lance des initiatives menées aux Nations Unies depuis plusieurs années en matière de désarmement régional, de maîtrise des armements classiques et de mesures de confiance, car il s'agit là d'un moyen efficace de promouvoir ces objectifs convenus au niveau mondial. Les trois projets de résolution traditionnels du Pakistan sur les mesures de confiance à l'échelon régional et sous-régional, le désarmement régional et la maîtrise des armes classiques aux niveaux régional et sous-régional figurent respectivement dans les projets de résolution A/C.1/71/L.14, A/C.1/71/L.15 et A/C.1/71/L.16. Ils reconnaissent l'importance des approches régionales en matière de contrôle des armements, de désarmement et de renforcement de la confiance pour la paix et la stabilité internationales et la complémentarité entre les approches régionales et mondiales. Nous comptons cette année encore sur les États Membres pour qu'ils appuient l'adoption de ces projets de résolution.

**M. Mahfouz** (Égypte) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, l'Égypte s'associe à la déclaration faite par la représentante de l'Indonésie, au nom du Mouvement des pays non alignés, et par le représentant de la Tunisie, au nom du Groupe des États arabes.

Lorsqu'on aborde l'objectif universel consistant à créer des zones exemptes d'armes nucléaires dans le monde, le Moyen-Orient figure toujours au premier plan. La question de longue date relative à la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive constitue un sujet de vive préoccupation pour la communauté internationale, au point de devenir un quatrième pilier du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP).

Bien que, depuis 1974, l'Assemblée générale adopte chaque année une résolution relative à la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires, plus de 40 ans plus tard la question n'est toujours pas réglée. Il y a 20 ans, en tant que partie intégrante de la prorogation du TNP, la Conférence de 1995 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation a adopté une résolution relative à la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive. Après 15 années d'inaction, dans le cadre de son plan d'action, la Conférence d'examen de 2010 a adopté une série de mesures constructives destinées à mettre en œuvre la résolution de 1995 qui prévoyait, notamment, de donner mandat au Secrétaire général et aux auteurs de la résolution de 1995 – qui, comme nous le savons, sont les États dépositaires – pour qu'ils convoquent une conférence en 2012 portant sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive. En novembre 2012, malgré tous les efforts et le plein engagement et l'acceptation officielle de la Ligue des États arabes, la communauté internationale a pris connaissance de la nouvelle inattendue et choquante du report de la Conférence de 2012, qui devait se tenir à Helsinki ce même mois. Cette annonce illégitime et unilatérale a été faite sans même avoir consulté les parties prenantes. Et même après de nombreuses séries de consultations et de réunions à Vienne, Lyon et Genève, la conférence n'a toujours pas eu lieu.

Conformément au mandat figurant dans la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient et à celui du TNP en 2010, le document de travail présenté par le Mouvement des pays non alignés à la Conférence d'examen de 2015 proposait un plan à cet égard, comportant plusieurs mesures concrètes et progressives en vue de la création, notamment, en premier lieu, la réaffirmation de la résolution de 1995 relative à la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive en tant que base sur laquelle le TNP avait été prorogé indéfiniment par consensus, et la validité continue de la résolution jusqu'à sa pleine mise en œuvre. En deuxième lieu, il appelait Israël, seul État au Moyen-Orient à n'être toujours pas partie au TNP et aux autres traités internationaux relatifs aux armes de destruction massive, à signer et ratifier immédiatement le Traité en tant qu'État non doté d'armes nucléaires et à placer toutes ses installations nucléaires sous le système

de garanties généralisées de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). En troisième lieu, il demandait au Secrétaire général de convoquer une conférence le plus tôt possible en vue du lancement du processus technique et politique menant à la conclusion d'un traité juridiquement contraignant portant création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes armes de destruction massive. Le processus devait reposer sur le consensus, et tous les États de la région du Moyen-Orient – à savoir les membres de la Ligue des États arabes, ainsi qu'Israël et l'Iran, comme le prévoyait l'AIEA – devaient être invités à participer à cette conférence. Le Secrétaire général devait s'occuper de l'aspect organisationnel de ce processus et prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer le succès de la conférence.

En conclusion, la proposition que je viens de présenter représente notre vision de la voie à suivre pour parvenir au désarmement régional. De concert avec la communauté internationale et nos partenaires, nous ne ménagerons aucun effort pour créer au Moyen-Orient une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive, conformément à la résolution de 1995, qui reste valable jusqu'à sa pleine mise en œuvre.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Pérou, qui va présenter le projet de résolution A/C.1/71/L.60.

**M. Tenya Hasegawa** (Pérou) (*parle en espagnol*) : L'Amérique latine et les Caraïbes sont essentiellement une région à revenu intermédiaire qui a enregistré des progrès importants en matière de réduction de la pauvreté, mais elles continuent néanmoins à rencontrer des difficultés persistantes, telles que les inégalités, la pauvreté et l'extrême pauvreté, auxquelles s'ajoutent les problèmes de violence et d'insécurité qui touchent de nombreuses villes. Pour remédier à ces difficultés, nos gouvernements ont besoin d'outils techniques et de ressources économiques. Une grande partie de ces ressources est perdue du fait des effets négatifs de la violence armée ou des dépenses coûteuses en armement. Pour faire face à cette situation, nous devons coordonner nos efforts afin de mettre en place des activités visant l'instauration de la paix, des mesures de confiance et de désarmement, parallèlement à des actions en faveur du développement économique et social. C'est la raison pour laquelle, il y a 29 ans, l'Assemblée générale a chargé le Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique

latine et dans les Caraïbes d'apporter un appui substantiel aux initiatives et activités menées dans la région en faveur de la mise en œuvre de mesures de paix et de désarmement et de la promotion du développement économique et social par une réaffectation appropriée des ressources disponibles. L'année prochaine, les Centres régionaux des Nations Unies célébreront leur trentième anniversaire au service du mandat figurant dans la résolution 41/60, et ma délégation adresse ses félicitations au Centre régional de Lima à l'occasion de son prochain anniversaire.

Le soutien apporté par le Centre régional a permis à nos États de progresser dans les domaines du renforcement des capacités, de la formation du personnel spécialisé, dans l'élaboration et l'application de normes relatives au désarmement et à la sécurité. Le Centre régional a organisé cette année plus de 60 activités portant sur l'assistance technique, juridique et de formation pour appuyer les initiatives des États de la région visant la mise en œuvre des instruments de désarmement, de maîtrise des armements et de non-prolifération.

De même, le Centre régional a poursuivi son programme de formation spécialisée et de renforcement des capacités pour lutter contre le commerce illicite des armes légères et de petit calibre, en organisant des activités à l'intention du personnel du secteur de la sécurité nationale et en fournissant une assistance technique aux États d'Amérique latine pour la destruction de plus de 2000 armes confisquées et le marquage de plus de 1 400 armes de petit calibre. Il a également dispensé une formation à plus de 100 employés de sociétés de sécurité privées à la maîtrise des armes de petit calibre et favorisé une plus grande efficacité en matière de traçage de ces armes en formant 75 spécialistes de laboratoire et des experts en balistique médico-légale issus des États membres la région. Le Centre a également dispensé une formation au personnel de plus de 120 autorités nationales dans la région afin de renforcer la capacité des États à mettre en œuvre le Traité sur le commerce des armes et fourni une assistance pour la mise en œuvre de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité, en particulier dans les domaines liés à la législation nationale, à la sécurité des frontières maritimes et aux plans d'action nationaux.

Dans le cadre du Programme commun des Nations Unies pour le renforcement de la sécurité humaine et la résilience communautaire par la promotion de la coexistence pacifique au Pérou, le Centre régional a

fourni une assistance technique à l'autorité nationale de réglementation du Pérou chargée des services de sécurité, des armes, des munitions et des explosifs utilisés à des fins civiles pour détruire les armes légères confisquées par la police nationale. Dans le cadre de la privatisation croissante du secteur de la sécurité, des ateliers ont été organisés à Lima à l'intention du personnel des autorités nationales et des cadres supérieurs des entreprises de sécurité privées. Ces ateliers ont porté sur la mise en commun des meilleures pratiques et normes internationales en vue d'assurer un renforcement de la sécurité physique et améliorer la gestion des stocks d'armes.

Pour terminer, l'identification des domaines dans lesquels le Centre devrait concentrer son travail est une tâche essentielle dont les différentes administrations qui ont dirigé le Centre se sont acquittées avec discernement, en particulier l'administration actuelle, responsable de la planification et la mise en œuvre de ses activités, à la fois à Lima et à New York. Nous lui en sommes très reconnaissants.

Pour les raisons que je viens d'indiquer, ma délégation a une fois encore l'honneur de se porter coauteur cette année du projet de résolution A/C.1/71/L.60, intitulé « Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes », qui sera soumis pour examen à l'Assemblée générale, et qui souligne notre ferme appui au rôle joué par le Centre dans la promotion des activités des Nations Unies au niveau régional pour renforcer la paix, la stabilité, la sécurité et le développement. Par conséquent nous espérons pouvoir compter, comme les années précédentes, sur le soutien précieux de toutes les délégations de façon que ce projet de résolution soit adopté par consensus.

**M. Al-Matrooshi** (Émirats arabes unis) (*parle en arabe*) : La délégation des Émirats arabes Unis s'associe aux déclarations prononcées par le représentant de la Tunisie, au nom du Groupe des États arabes, et par la représentante de l'Indonésie, au nom du Mouvement des pays non alignés.

Malgré l'importance que revêt la création de zones exemptes d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive dans différentes parties du monde, la communauté internationale n'a toujours pas réalisé de progrès tangibles en vue de l'instauration d'un monde exempt d'armes nucléaires. Les Émirats arabes unis jugent extrêmement importante la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires

et d'autres armes de destruction massive. C'est pourquoi nous exprimons notre déception face à l'échec de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015 et à l'incapacité à convoquer une conférence en 2012 sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'armes de destruction massive. Nous continuerons d'appuyer tous les efforts constructifs visant à atteindre cet objectif.

Les Émirats arabes unis estiment que les régimes mondiaux de non-prolifération et de désarmement sont essentiels pour assurer la paix et la sécurité à l'échelle internationale, et considèrent le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) comme un mécanisme important pour atteindre nos objectifs de désarmement nucléaire. Nous sommes cependant vivement préoccupés par l'incapacité de la communauté internationale à réaliser des progrès depuis l'ouverture à la signature du TICE, il y a 20 ans. Le Traité n'est toujours pas entré en vigueur, aussi les Émirats arabes unis appellent les États visés à l'annexe 2 à le signer et le ratifier dès que possible. Nous exhortons également les États à honorer leurs engagements internationaux et à s'abstenir de mener des essais nucléaires. À cet égard, nous sommes gravement préoccupés par le développement par la Corée du Nord de ses capacités nucléaires et balistiques et la réalisation d'essais nucléaires, car cela représente une menace pour la sécurité de ses voisins ainsi que pour la paix et la sécurité internationales en général.

L'ingérence de l'Iran dans les affaires régionales a aggravé l'instabilité et les conflits dans la région. Malgré l'accord nucléaire réalisé entre l'Iran et le P5+1, les attentes positives des pays de la région ont été déçues par les tentatives incessantes de l'Iran pour saper la sécurité régionale par ses discours agressifs et son ingérence flagrante. Les Émirats arabes unis espèrent que l'accord nucléaire encouragera l'Iran à rassurer la communauté internationale sur le caractère pacifique et transparent de son programme nucléaire. Nous l'exhortons à s'acquitter pleinement de ses obligations et de ses responsabilités internationales au titre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

Enfin, nous appelons la communauté internationale à redoubler d'efforts en vue de parvenir à un consensus sur la façon de faire progresser les travaux de la Commission et d'adopter des mesures contribuant efficacement au renforcement de la paix et de la sécurité aux niveaux national et international.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Algérie, qui va présenter le projet de résolution A/C.1/71/L.30.

**M. Ait Abdeslam** (Algérie) (*parle en anglais*) : L'Algérie s'associe pleinement aux déclarations prononcées par la représentante de l'Indonésie, au nom du Mouvement des pays non alignés, et par le représentant de la Tunisie, au nom du Groupe des États arabes. Étant donné l'importance de la question du désarmement et de la sécurité au niveau régional, ma délégation voudrait saisir l'occasion offerte par le débat thématique pour faire les observations suivantes.

L'Algérie est attachée à la promotion de la paix et de la sécurité régionale, objectif permanent de sa politique étrangère et principe cardinal guidant son action sur la scène internationale. C'est pourquoi l'Algérie a toujours plaidé en faveur du dialogue, de la coopération et de la solidarité au sein des structures traditionnelles et des groupements politiques auxquels elle participe, en particulier dans les régions de l'Afrique et de la Méditerranée.

À cet égard, l'Algérie s'est félicitée de l'entrée en vigueur, en 2009, du Traité sur la zone exempte d'armes nucléaires en Afrique, Traité de Pelindaba, qui apporte une contribution majeure au renforcement de la paix et de la sécurité aux niveaux régional et international. Nous restons toutefois vivement préoccupés par le fait que le Moyen-Orient n'ait toujours pas eu la possibilité de devenir une zone exempte d'armes nucléaires, des années après l'adoption, lors de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 1995, d'une résolution portant sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans cette partie du monde. Nous réitérons par conséquent la nécessité de créer cette zone le plus tôt possible.

Face à la détérioration de la sécurité chez ses voisins, l'Algérie a alerté la communauté internationale sur les risques liés à la prolifération non réglementée et incontrôlée de tous types d'armes en Afrique du Nord et dans les régions du Sahel et leurs liens étroits avec les groupes terroristes, la criminalité transnationale organisée, le trafic de drogue et les réseaux de contrebande. Cette situation délicate est extrêmement préoccupante et représente une grave menace pour la paix, la sécurité, la stabilité et le développement durable de tous les pays de ces régions et de la Méditerranée. Cette situation a également des conséquences dévastatrices sur les plans humanitaire et socio-économique. Nous sommes fermement convaincus que l'assistance

adéquate des pays développés, des Nations Unies et d'autres organisations internationales contribuerait grandement au renforcement des capacités des pays du Sahel à lutter contre le commerce illicite des armes légères et de petit calibre, et par voie de conséquence, au démantèlement des réseaux organisés de trafic d'armes et des groupes terroristes.

L'Algérie, qui promeut les vertus de la démocratie, de la réconciliation et du développement au profit de ses citoyens, ne ménage aucun effort pour renforcer la stabilité et la sécurité au-delà de ses frontières. À cet égard, en ce qui concerne la crise en Libye, l'Algérie persiste à penser que la seule solution à cette question, si déterminante pour la sécurité, la paix et la stabilité au sein de la région et au-delà, réside dans le dialogue et la réconciliation nationale entre nos frères et voisins en Libye. Par conséquent, le devoir de la communauté internationale est de fournir tous les moyens politiques et diplomatiques possibles pour soutenir, encourager et promouvoir ce droit unique. C'est pourquoi mon pays continuera de travailler en étroite collaboration avec les Nations Unies afin de parvenir à un consensus sur une solution politique qui préserve l'unité, la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Libye et la cohésion de son peuple, une solution qui ouvrira la voie à la mise en place des institutions nationales auxquelles aspirent les Libyens. L'Algérie, en raison des liens de solidarité qui l'unissent au peuple libyen, mais aussi parce que la stabilité de la Libye la concerne directement, de même que tous les pays voisins, a soutenu sans réserve les efforts de ces voisins, de l'Union africaine et de la communauté internationale pour accompagner nos frères libyens sur la voie du dialogue et de la réconciliation.

En ce qui concerne la situation au Mali, le processus de dialogue inter-malien lancé par l'Algérie a permis la conclusion de l'Accord pour la paix et la réconciliation entre le Gouvernement et d'autres parties maliennes. Mon pays est résolu à garantir sa mise en œuvre, et il continuera à jouer un rôle clef à cet égard en qualité de Président du Comité de suivi de l'Accord. Nous exhortons la communauté internationale à continuer d'apporter l'appui politique et financier nécessaire. Je voudrais saisir cette occasion pour renouveler l'engagement de l'Algérie de soutenir les peuples frères de Libye et du Mali et d'œuvrer avec les autres pays voisins à l'instauration d'un avenir meilleur pour tous les peuples de la région et au-delà.

La délégation algérienne se félicite du rapport du Secrétaire général (A/71/156), sur le renforcement de la sécurité et de la coopération dans la région de la Méditerranée, qui renferme les points de vue de certains États membres sur les moyens de renforcer la sécurité et la coopération dans la région de la Méditerranée. Je tiens également à saisir cette occasion pour remercier les États Membres qui ont contribué à la mise en œuvre de la résolution 70/72. Dans ce contexte, l'Algérie a l'honneur, comme les années précédentes, de soumettre à l'approbation de la Première Commission et de l'Assemblée générale, à sa soixante et onzième session, au titre du point 103 de l'ordre du jour, le projet de résolution A/C.1/71/L.30, également intitulé « Renforcement de la sécurité et de la coopération dans la région de la Méditerranée ». Hormis quelques mises à jour techniques, le projet de résolution conserve l'intégralité du libellé du projet de résolution de l'année dernière. Enfin, la délégation algérienne et les 56 coauteurs espèrent que tous les États membres appuieront son adoption par consensus.

**M. Robotjazi** (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Je souscris à la déclaration prononcée par la représentante de l'Indonésie au nom du Mouvement des pays non alignés.

La situation en matière de sécurité que connaît aujourd'hui notre région instable du Moyen-Orient est plus que jamais tendue, complexe et effroyable. Le principal problème, le plus ancien et chronique qui concerne la sécurité dans la région, est posé par les armes nucléaires du régime israélien, qui non seulement menace la paix et la sécurité dans la région et au-delà, mais constitue aussi le seul obstacle à la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires. Malgré les efforts déployés depuis plus de 40 ans au niveau international, il n'y a plus d'espoir que nous y parvenions, du fait de l'obstination du régime israélien, seul État de la région à ne pas avoir adhéré au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). L'incapacité de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015 à adopter un document final tient principalement aux pressions exercées par ce régime. Par conséquent, non seulement pour créer au Moyen-Orient une zone exempte d'armes nucléaires, mais aussi pour garantir l'autorité et la pertinence du TNP, le régime israélien doit être contraint d'adhérer au Traité en tant qu'État non doté d'armes nucléaires, sans conditions et sans plus attendre.

La détention par le régime israélien d'autres armes de destruction massive et d'un vaste arsenal d'armes classiques perfectionnées constitue une autre source de vive inquiétude. Étant donné le passif de ce régime – attaques contre tous ses voisins, plus de 15 ans de guerre, invasion de pays au-delà de la région – son adhésion à tous les traités interdisant les armes de destruction massive est le prérequis principal et le plus urgent pour assurer le maintien de la paix et de la sécurité au Moyen-Orient.

Ces dernières années, l'utilisation d'armes chimiques en Syrie et en Iraq par le groupe terroriste Daech a également contribué à l'aggravation d'une situation déjà tendue sur le plan de la sécurité au Moyen-Orient. Principale victime des armes chimiques dans l'histoire contemporaine, la République islamique d'Iran continue de condamner fermement l'utilisation d'armes chimiques par quiconque, en tout lieu et quelles que soient les circonstances. Nous continuons également de porter assistance aux populations touchées par ces armes, comme nous l'avons fait pour les civils irakiens victimes des armes chimiques utilisées contre eux par Daech.

Certains pays gros producteurs de pétrole dans le golfe Persique ont toujours fait partie des principales nations importatrices d'armes. Toutefois, l'accumulation excessive d'armes perfectionnées a considérablement augmenté ces dernières années du fait du niveau sans précédent des importations. Ces armes, pour la plupart importées de pays occidentaux, ont été utilisées par la coalition menée par l'Arabie saoudite avec l'appui des États-Unis durant les 20 mois d'agression contre le Yémen, dont l'acte de cruauté le plus récent a été le bombardement délibéré d'un cortège funéraire, qui a fait au moins 150 victimes civiles et blessé plus de 500 autres. Outre la menace que font peser les combattants terroristes étrangers, la menace des régimes soutenus par les États-Unis en Israël et en Arabie saoudite, qui ont envahi leurs voisins et imposé un siège brutal aux populations du Yémen et de Gaza, représente la menace la plus grave pour la paix et la sécurité au Moyen-Orient. Afin de mettre un terme à cette situation, l'assistance militaire et les armes exportées vers ces régimes doivent par conséquent cesser, et les blocus illégaux du Yémen et de Gaza doivent être levés.

J'aimerais, pour terminer, souligner qu'en dépit de cette situation, la République islamique d'Iran affiche le niveau de dépenses militaires le plus bas de la

région. En tant que partie à tous les principaux traités interdisant les armes de destruction massive, nous continuons de nous acquitter des obligations découlant de ces traités. Nous restons également attachés à la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires, proposée pour la première fois en 1974 par l'Iran. L'Iran continuera d'assumer ses responsabilités avec sérieux en contribuant au maintien de la paix et de la sécurité dans cette région sensible, et nous espérons que d'autres pays seront contraints de faire de même.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la République centrafricaine, qui va présenter le projet de résolution A/C.1/71/L.67.

**M. Koyma** (République centrafricaine) : Je voudrais tout d'abord féliciter le Président et le Bureau pour leur élection à la tête de la Commission du désarmement et de la sécurité internationale, et féliciter également le Président pour son leadership notoire dans la conduite de la Commission.

Suite à l'augmentation des dépenses militaires et aux dangers que représente le surarmement de notre planète, il n'est plus permis de lésiner sur les moyens à mettre en œuvre afin d'assurer la survie de l'humanité tout entière. Pour ce faire, la Conférence du désarmement, longtemps dans l'impasse, doit être impulsée par cette commission à travers les projets de résolution qui seront présentés et examinés ici. Toutes les armes de destruction massive, quelles qu'elles soient, nucléaire, biologique, chimique ou classique, doivent faire l'objet de traités internationaux contraignants et de mesures de confiance constituant le fondement de ce désarmement entre les États Membres de l'Organisation des Nations Unies.

C'est dans cette perspective que la délégation de la République centrafricaine présente à nouveau le projet de résolution A/C.1/71/L.67, intitulé « Mesures de confiance à l'échelon régional : activités du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique Centrale ». Ce projet de résolution n'est autre que la résolution sur le même thème, adoptée à la soixante-dixième session de l'Assemblée générale (résolution 70/64). Cependant, elle connaît cette année des retouches et des changements qui prennent en compte les recommandations issues des conférences au sommet des Chefs d'État et de gouvernement d'Afrique Centrale concernant l'évolution de la situation politique et sécuritaire dans la sous-région, notamment la circulation anarchique des armes

légères et de petit calibre qui alimentent les groupes armés, les terroristes de Boko Haram, en passant par la piraterie maritime dans le golfe de Guinée. Ma délégation encourage donc les délégations des autres États Membres à adopter ce projet de résolution par consensus comme cela a été dans le passé.

**M<sup>me</sup> Chand** (Fidji) (*parle en anglais*) : Les Fidji s'associent à la déclaration prononcée par la représentante de l'Indonésie au nom du Mouvement des pays non alignés. J'aimerais néanmoins faire les quelques observations suivantes à titre national.

Les efforts que nous déployons pour parvenir à un désarmement général et complet doivent commencer par le désarmement régional si nous voulons vivre dans un monde véritablement de paix et de sécurité, un monde auquel les Fidji sont attachés. À cet égard, nous avons signé et ratifié le Traité de Rarotonga de 1985, au titre duquel nous nous sommes engagés à préserver le Pacifique des armes nucléaires. Le Traité de Rarotonga illustre l'engagement des 14 États insulaires du Pacifique à veiller à ce que cette région soit exempte d'armes nucléaires.

La sécurité régionale est au cœur de la sécurité internationale et sert de catalyseur pour l'instauration d'une paix et une sécurité durables dans le monde. Alors que différentes parties du monde sont le théâtre de violences et de conflits armés, en tant que communauté internationale, nous devons repenser nos approches traditionnelles en matière de renforcement de la paix et de la sécurité. Même si un désarmement général et complet présente de nombreux avantages, les Fidji reconnaissent également les avantages découlant d'une approche progressive pour atteindre cet objectif en maintenant des régions exemptes d'armes nucléaires et en prenant des mesures pour lutter contre le commerce illicite des armes légères et de petit calibre. Nous sommes convaincus de la nécessité de renforcer la maîtrise des armes classiques au niveau régional et sous-régional. La coopération et l'assistance régionales figurent parmi les moyens les plus efficaces de lutter contre la prolifération et le commerce illicites des armes classiques. À cet égard, le partage d'informations peut aider les États à contrôler, repérer et confisquer les armes illicites.

Cette approche s'est révélée efficace dans la région du Pacifique. Le Traité de Rarotonga constitue la cheville ouvrière de la sécurité et de la stabilité dans le Pacifique, où nous avons mis en place avec succès une zone exempte d'armes nucléaires dans une région où, jusqu'à une date récente, des essais nucléaires étaient

menés. Non seulement le Traité interdit l'utilisation, l'essai ou la possession d'armes nucléaires, mais il représente aussi un engagement clair des États parties en faveur de la paix et de la sécurité régionales. Les avantages des arrangements de désarmement au niveau régional ne doivent pas être minimisés compte tenu des problèmes de sécurité au niveau régional. Nous encourageons donc d'autres États à adopter des arrangements régionaux analogues dans leur région respective.

Nous exhortons également la communauté internationale à réexaminer les avantages découlant de l'adoption d'autres mesures appropriées, notamment pour renforcer la confiance au sein des régions. La transparence et la confiance sont essentielles pour instaurer durablement la paix et la sécurité au niveau régional, et ces mesures permettent d'apaiser les craintes dans les situations de tension. Cela vaut autant pour les armes nucléaires que pour les armes classiques. Les États qui ont pour tâche de mettre en œuvre un programme de développement durable ambitieux à l'horizon 2030 ne peuvent pas se contenter de gérer des conflits régionaux ou de consacrer des ressources limitées au financement de guerres au détriment de la mise en œuvre des objectifs de développement durable. Les États ont donc tout intérêt à veiller à ce que ces mesures de confiance soient adoptées.

En conclusion, les Fidji restent attachés aux principes de l'ONU ainsi qu'à la paix et à la sécurité. Dans ce monde globalisé, nous ne sommes plus à l'abri des menaces et des problèmes auxquels sont confrontés nos voisins, car les problèmes à l'échelle transnationale ne connaissent pas de frontières et ne se limitent jamais aux frontières d'un seul État. C'est la raison pour laquelle les Fidji exhortent la communauté internationale à engager un dialogue et des négociations véritables afin de créer et promouvoir des sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable.

**M. Tsymbaliuk** (Ukraine) (*parle en anglais*) : En tant que défenseur du maintien de la paix et de la sécurité au niveau le plus bas d'armements, y compris classiques, l'Ukraine reconnaît le rôle important joué par la maîtrise des armes classiques, notamment aux niveaux régional et sous-régional, et se félicite donc de toutes les mesures prises dans ce sens. L'engagement constant de l'Ukraine en faveur du renforcement de l'efficacité des mesures de confiance reste également inchangé. En conséquence l'Ukraine s'est portée coauteur du projet de résolution A/C.1/71/L.16, intitulé

« Maîtrise des armes classiques aux niveaux régional et sous-régional » et du projet de résolution A/C.1/71/L.14, intitulé « Adoption de mesures de confiance à l'échelon régional et sous-régional ».

L'Ukraine est un partenaire responsable et de longue date des mécanismes de confiance paneuropéens liés à la maîtrise des armes classiques, tels que le Traité sur les forces classiques en Europe (FCE), le Traité « Ciel ouvert » et le Document de Vienne sur les mesures de confiance et de sécurité de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Malgré la situation tendue dans certaines régions de notre pays et le fardeau supplémentaire imposé aux forces armées ukrainiennes par l'agression russe, l'Ukraine continue de respecter ses obligations dans le domaine de la maîtrise des armes classiques.

L'Ukraine attache une grande importance aux mesures de confiance bilatérales avec les pays voisins dans les zones frontalières, élaborées conformément au Document de Vienne. À ce jour, l'Ukraine a conclu des accords bilatéraux pertinents avec la Pologne, la Biélorussie, la Hongrie, la Slovaquie et la Roumanie. Notre capacité à mener des inspections sur une base paritaire conformément à ces accords a confirmé l'utilité pratique de ces inspections pour renforcer la confiance, les relations amicales et la coopération entre les pays concernés. Ces mesures de confiance bilatérales ont pour caractéristiques principales : l'observation des activités militaires à partir du niveau tactique; l'interdiction de mener des exercices militaires au niveau du bataillon ou au-dessus à une distance de 10 à 20 kilomètres d'une frontière; l'application de mesures de confiance aux activités d'autres organismes de sécurité, de défense et de maintien de l'ordre ainsi que des forces armées, et la possibilité d'étendre les inspections pour une période de temps supplémentaire et de les élargir aux unités au niveau du bataillon.

Malheureusement, les nombreuses propositions de l'Ukraine visant la conclusion d'un accord analogue avec la Russie ont été rejetées par la partie russe. Il est également regrettable que la Fédération de Russie ait laissé dans l'impasse la coopération militaire sous-régionale ainsi que les accords de confiance conclus entre les États du littoral de la mer Noire, en particulier le Groupe de coopération navale de la mer Noire et les mesures de confiance et de sécurité dans le domaine naval en mer Noire, auquel a participé l'Ukraine. De plus, après avoir suspendu sa participation au Traité FCE en 2007, la Russie a évité les échanges

d'informations et les contrôles aux fins de vérification, en particulier en ce qui concerne la situation dans le district militaire du sud de la Russie. La concentration de personnel et d'équipement militaire dans cette zone a facilité les agressions commises par la Russie à l'encontre de la Géorgie en 2008 et de l'Ukraine de 2014 à 2016. L'agression russe contre l'Ukraine a montré que les régimes de maîtrise des armes classiques et de renforcement de la confiance ne s'appliquent pas à l'heure actuelle aux territoires de la République autonome de Crimée ni à certaines parties des régions de Donetsk et de Luhansk en Ukraine.

En dépit de la détérioration de la situation en matière de sécurité due au comportement non civilisé du dirigeant actuel du Kremlin, l'Ukraine estime que l'expérience acquise dans le cadre de l'OSCE, par le biais de l'élaboration de mesures de confiance, mérite une attention particulière, et que le Document de Vienne, qui a permis d'accumuler une grande expérience dans ce domaine, peut servir d'exemple utile pour la réalisation d'accords semblables dans d'autres régions du monde.

**Mme Sánchez Rodríguez** (Cuba) (*parle en espagnol*) : Cuba s'associe à la déclaration faite par la représentante de l'Indonésie au nom du Mouvement des pays non alignés.

Cuba réaffirme son attachement au multilatéralisme en tant que principe de base des négociations dans le domaine du désarmement et de la maîtrise des armements. Les négociations multilatérales au sein du système des Nations Unies, dans le strict respect de la Charte des Nations Unies et des règles du droit international, sont le seul moyen efficace d'atteindre les objectifs de désarmement, de maîtrise des armements et de non-prolifération, et de manière générale, de préserver la paix et la sécurité internationales.

En même temps, on ne peut négliger l'importance des initiatives régionales et sous-régionales dans le domaine du désarmement. Ainsi, l'existence de zones exemptes d'armes nucléaires contribue à faire avancer le désarmement nucléaire, et Cuba appuie la création de zones exemptes d'armes nucléaires dans différentes régions du monde. Nous appuyons en particulier la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive, ce qui serait une contribution essentielle à la paix et à la sécurité de tous les pays de la région. La conférence internationale proposée en vue de la

création au Moyen-Orient d'une telle zone ne saurait être indéfiniment reportée et doit être convoquée sans plus tarder.

Les démarches mondiales et régionales en matière de désarmement et de maîtrise des armements se complètent mutuellement. Elles doivent être appliquées, autant que possible, de manière simultanée et tendre vers le même objectif, à savoir promouvoir le désarmement, la paix et la sécurité au niveau international. Les efforts de désarmement menés au niveau régional ne doivent pas être l'otage de recettes et de modèles préétablis et doivent tenir dûment compte des particularités de chaque région.

Nous encourageons d'autres régions à se déclarer zones de paix, à l'exemple de l'Amérique latine et des Caraïbes lors du deuxième Sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes, qui s'est tenu à La Havane en janvier 2014. La création de zones de paix à travers le monde permettrait de bannir à jamais la menace ou l'emploi de la force ou d'armes de destruction massive.

L'adoption et la mise en œuvre de mesures de confiance bilatérales et régionales ayant bénéficié du consentement et de la participation de toutes les parties concernées contribuent à l'apaisement des tensions, à la prévention des conflits et à la consolidation de la stabilité régionale. Si la responsabilité du désarmement et de la sécurité incombe à tous les États, c'est aux États dotés des plus grandes capacités militaires que revient la responsabilité principale. Il est essentiel, en la matière, de respecter et d'appuyer les décisions et traités régionaux et sous-régionaux.

En conclusion, la délégation cubaine souhaite souligner le travail accompli par les Centres régionaux des Nations Unies pour la paix et le désarmement, à l'occasion de leur trentième anniversaire. Les activités des Nations Unies au niveau régional, notamment le travail important accompli par les Centres régionaux pour la paix et le désarmement, doivent continuer d'être promues, en étroite consultation avec les États de la région.

**M. Kpayedo (Togo) :** Puisque c'est la première fois que le Togo prend la parole depuis le début de nos travaux au sein de la Première Commission, je voudrais tout d'abord féliciter le Président pour son élection à sa tête et l'assurer du soutien de mon pays. Nous sommes convaincus que sous son habile conduite, nos travaux seront couronnés de succès.

Qu'il me soit également permis de saisir cette occasion pour rappeler que le Togo, mon pays, souscrit entièrement aux déclarations faites par le Nigéria, au nom du Groupe des États d'Afrique, et par l'Indonésie, au nom du Mouvement des pays non alignés.

Le Togo remercie également le Secrétaire général pour son rapport très circonstancié (A/71/128) sur les actions menées par le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique. Les innombrables actions énumérées dans ce rapport illustrent parfaitement le fait que le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique accomplit positivement sa mission. En cette année 2016 où le Centre régional célèbre ses 30 ans, son importance n'a jamais été autant d'actualité, notamment dans un contexte africain où le terrorisme rampant, la circulation des armes en tout genre et la possession de ces armes classiques par des acteurs non étatiques posent d'énormes défis sécuritaires à nos États.

Conformément à son mandat que précise la résolution 40/151 G de l'Assemblée générale, le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique a pu entreprendre çà et là des actions encourageantes l'année écoulée en fournissant, sur demande des États, un appui technique aux initiatives des États de la région africaine en vue de réaliser des mesures essentielles relatives à la paix, à la limitation des armements et au désarmement. Ces actions prennent un relief particulier par la fourniture d'une assistance technique dans des domaines divers. On pourrait citer certaines actions phares comme l'assistance apportée sur les questions de paix et de sécurité, la mise œuvre des instruments juridiques internationaux et régionaux de lutte contre le commerce illicite et la prolifération des armes légères et de petit calibre, le Traité sur le commerce des armes, pour ne citer que celles-là.

Au Togo et dans le cadre de la sous-région ouest-africaine, l'action phare a été sans nul doute l'appui technique apporté pour le marquage et "enregistrement des armes. Il faut également souligner que l'appui technique du Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique a été fondamental dans la préparation du Sommet extraordinaire de l'Union africaine sur la sécurité et la sûreté maritimes et le développement économique en Afrique, qui s'est tenu à Lomé. C'est le lieu de témoigner notre gratitude au Centre pour la constante sollicitude dont il fait preuve pour appuyer le Togo dans son rôle pivot dans le cadre du désarmement en Afrique.

Malgré les efforts déployés par le Centre régional dans le cadre du désarmement régional, il reste confronté à un défi financier, et le Togo se fait l'écho de l'appel du Secrétaire général invitant les États Membres et les contributeurs à davantage d'efforts afin de lui permettre de renforcer ses capacités opérationnelles pour faire face aux besoins sans cesse croissants de nos pays. C'est pourquoi le Togo appelle à l'adoption par consensus du projet de résolution A/C.1/71/L.50, intitulé « Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique », déposé par le Nigéria au nom du Groupe des États d'Afrique, visant à renforcer les capacités du Centre.

Pour notre part, en tant que pays hôte, nous saisissons cette tribune pour renouveler l'engagement des autorités togolaises à respecter les obligations du Togo. Ceci se traduit par les facilités que mon pays ne cesse d'accorder au Centre régional pour le désarmement en Afrique. En effet, un certain nombre d'actions ont été menées récemment pour doter l'institution d'infrastructures plus modernes. Parmi celles-ci, les mesures prises par le Gouvernement togolais pour mettre à la disposition du Centre un nouveau bâtiment et pour réhabiliter la principale voie menant à son Siège, afin de permettre au personnel de disposer d'un meilleur cadre de travail et d'avoir un accès facile à son lieu de travail.

En acceptant la charge d'abriter le Siège du Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique en 1986, le Togo était mû par la volonté d'apporter sa contribution à la réalisation des idéaux de sécurité qui gouvernent l'ONU. Trente après cette volonté demeure encore forte. Et c'est avec une grande fierté, doublée du sens de la responsabilité, que le Togo continue de jouer sa partition dans les affaires internationales en abritant le Centre. Enfin, je puis vous assurer que, concernant le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique, mon pays ne ménagera aucun effort pour remplir les obligations qui lui incombent au titre l'accord de Siège.

**M. Samvelian** (Arménie) (*parle en anglais*) : L'Arménie accorde une importance particulière au désarmement régional, en particulier aux efforts de l'ONU visant à maintenir la sécurité et la stabilité aux niveaux régional et international et à créer un climat de confiance. Nous sommes convaincus que la paix et la sécurité à l'échelle mondiale dépendent directement et essentiellement de la stabilité aux niveaux régional et sous-régional. Les Nations Unies et les organisations régionales ont joué un rôle capital dans la promotion de

la compréhension mutuelle et de la confiance entre les États et les peuples vivant dans un même voisinage, afin de surmonter l'inimitié et la méfiance parmi ceux qui doivent encore apprendre à vivre ensemble côte à côte.

Malheureusement, les nombreux avertissements lancés par l'Arménie, y compris au sein de la Commission, sur le fait que, tôt ou tard, l'Azerbaïdjan deviendrait l'otage de sa propre rhétorique belliqueuse et utiliserait la force et la violence pour défendre des intérêts unilatéraux dans le cadre du règlement des conflits, n'ont pas été entendus. En l'absence d'une ferme réaction internationale, l'Azerbaïdjan s'est préparée depuis longtemps à utiliser la force, à la fois pour se doter de capacités et préparer sa population à la guerre. Ses efforts incessants pour saper le travail des médiateurs internationaux, les Coprésidents du Groupe de Minsk de l'Organisation pour la coopération et la sécurité en Europe (OSCE), mettent clairement en évidence une politique d'escalade et de permissivité.

Aux premières heures du 2 avril, l'Azerbaïdjan a déclenché une agression militaire contre le Haut-Karabakh, violant ainsi les accords trilatéraux de cessez-le-feu de 1994 et 1995, signés entre l'Azerbaïdjan, le Haut-Karabakh et l'Arménie. Bien que ces accords de cessez-le-feu ne soient pas limités dans le temps, l'Azerbaïdjan a cherché, y compris au sein des Nations Unies, à contester la validité de ces accords. Dès le début de l'agression azerbaïdjanaise, les infrastructures civiles et la population civile, y compris les enfants et les personnes âgées, ont été prises pour cible de manière délibérée et aveugle. Parmi les premières victimes civiles figurent un garçon de 12 ans, tué devant un bâtiment scolaire à la suite d'une attaque au moyen d'un missile Grad, et deux autres écoliers blessés. Trois personnes âgées, dont une femme de 92 ans, ont été brutalement torturées, mutilées et tuées. En outre, trois soldats captifs appartenant aux forces de défense du Haut-Karabakh ont été décapités par les forces armées azerbaïdjanaises, dans le style de Daech, un acte de barbarie qui a été ensuite fêté dans les villes et villages d'Azerbaïdjan et diffusé sur les réseaux sociaux.

À la fin du mois d'avril, pendant le septième Forum mondial de l'Alliance des civilisations de l'Organisation des Nations Unies, qui s'est tenu à Bakou, les forces armées azerbaïdjanaises ont continué de violer le cessez-le-feu, provoquant de nouvelles pertes humaines. Le Forum de Bakou a passé cet événement sous silence alors qu'il célébrait la possibilité de créer un monde plus pacifique et socialement inclusif et d'instaurer le

respect mutuel entre les peuples d'identités culturelles et religieuses différentes, dans un pays qui, à quelques centaines de kilomètres du lieu du Forum, commettait des actes de barbarie et des meurtres.

L'Arménie s'est félicitée de la condamnation sans équivoque des violations du cessez-le-feu par différents représentants de la communauté internationale. Toutefois, les condamnations non spécifiques et à caractère général n'auront pas d'effet contraignant sur la partie responsable de cette agression, l'Azerbaïdjan. Il est donc essentiel de désigner l'Azerbaïdjan et de le tenir responsable des tentatives de saper le cessez-le-feu et, par voie de conséquence, la paix et la sécurité régionales.

Aujourd'hui, il est impératif d'empêcher que ne se reproduisent les événements de début avril et de veiller à ce que les tentatives dangereuses de trouver une solution militaire à la question se heurtent à une opposition efficace. La mise en œuvre des mesures d'instauration de la confiance proposées par les coprésidents du Groupe Minsk de l'OSCE, y compris les propositions convenues en début d'année par les présidents aux sommets de Vienne et de Saint-Petersbourg, y contribuera certainement. Il est également essentiel que la communauté internationale exhorte l'Azerbaïdjan à se conformer strictement à l'Accord de cessez-le-feu trilatéral de 1994 et de 1995. L'Arménie et le Haut-Karabakh ont accepté les dernières propositions et restent totalement résolus à leur mise en œuvre anticipée, mais l'Azerbaïdjan continue jusqu'à présent à les rejeter. Nous réaffirmons notre ferme position selon laquelle l'engagement clair et sans équivoque envers le cessez-le-feu et l'instauration de la confiance entre les parties intéressées est le seul moyen de créer un environnement propice au processus de paix.

En conclusion, les événements dans notre région ont démontré une fois encore que l'utilisation de la force ne peut apporter une solution durable aux conflits existants. La seule option est un compromis politique découlant de négociations fondées sur l'engagement ultime des parties de ne pas recourir à la force. Nous réitérons notre adhésion aux négociations pacifiques dans le cadre du format internationalement accepté des Coprésidents du Groupe Minsk de l'OSCE. Nous saluons également et apprécions l'appui continu du Secrétaire général à un processus de paix dans ce format.

**M<sup>me</sup> Mammadova** (Azerbaïdjan) (*parle en anglais*) : Puisque ma délégation prend la parole pour la première fois, je tiens à féliciter les membres du Bureau pour leur élection.

L'Azerbaïdjan s'associe à la déclaration prononcée par la représentante de l'Indonésie, au nom du Mouvement des pays non alignés. J'aimerais cependant faire quelques observations supplémentaires à titre national.

L'Azerbaïdjan accorde une grande importance aux initiatives conjointes visant à traiter les questions régionales et internationales en mettant principalement l'accent sur la sécurité régionale, la lutte contre le terrorisme, la non-prolifération des armes de destruction massive et la sécurité énergétique. Nous plaçons fermement pour que la région du Caucase du Sud et au-delà soit exempte d'armes de destruction massive. Nous sommes conscients de l'importance des questions relatives aux armes légères et de petit calibre et aux stocks de munitions classiques. Nous participons activement au règlement du problème lié à la prolifération des armes légères et de petit calibre au niveau international, notamment par des efforts visant à intensifier la coopération internationale dans la lutte contre le commerce illicite en tout genre. À cet égard, l'accomplissement de bonne foi par les États des obligations qui leur incombent revêt une importance particulière. Nous saluons l'issue positive, en début d'année, de la sixième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects et attendons avec impatience la Conférence d'examen de 2018.

La question du désarmement régional revêt une importance particulière pour l'ensemble de notre région et pour l'Azerbaïdjan en particulier. Comme la Commission le sait et comme le Conseil de sécurité l'a confirmé, la République d'Arménie a mené une guerre et fait usage de la force contre l'Azerbaïdjan, occupant près d'un cinquième de son territoire, y compris la région du Haut-Karabakh et sept districts adjacents. Elle a procédé à un nettoyage ethnique dans les régions dont elle s'est emparée en chassant de leur maison plus d'un million d'Azerbaïdjanais et a commis d'autres crimes graves pendant le conflit. Je suis par conséquent certaine que nous sommes tous perplexes lorsque nous entendons ce pays qui a utilisé la force pour occuper des territoires azerbaïdjanais – cet acte destructeur qui constitue la raison principale de l'impasse actuelle des négociations – condamner l'usage de la force.

L'Arménie a violé de façon flagrante ses obligations juridiques internationales en recourant

à la force militaire pour envahir le territoire azerbaïdjanais et établir un territoire occupé et une entité séparatiste construite selon des critères ethniques. Par les résolutions 822 (1993), 853 (1993), 874 (1993) et 884 (1993), le Conseil de sécurité a condamné l'occupation des territoires azerbaïdjanais, affirmé sa souveraineté et son intégrité territoriale et l'inviolabilité de ses frontières internationalement reconnues et exigé des forces d'occupation qu'elles se retirent immédiatement, entièrement et de façon inconditionnelle de tous les territoires occupés de l'Azerbaïdjan. L'Assemblée générale et d'autres organisations intergouvernementales ont adopté une position analogue.

Vingt-quatre ans se sont écoulés depuis le déclenchement du conflit armé. Cependant, au mépris absolu des exigences formulées dans les résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale et les décisions des organisations internationales, et en violation flagrante des normes généralement acceptées et des principes du droit international, l'Arménie continue d'occuper illégalement des territoires en Azerbaïdjan. Elle cherche encore à consolider le statu quo de l'occupation, en renforçant son appareil militaire dans les territoires saisis, en modifiant leur caractère démographique, culturel et physique et en empêchant des centaines de milliers d'Azerbaïdjanais déplacés de force de regagner leur foyer. En outre, les violations régulières du cessez-le-feu, sous la forme d'attaques contre des villes et des villages d'Azerbaïdjan, sont devenues plus fréquentes et violentes ces derniers temps, provoquant de nombreux morts et blessés parmi la population azerbaïdjanaise. Très récemment, au début du mois d'avril, l'Arménie a mené des attaques à grande échelle contre la population civile.

L'escalade du mois d'avril nous rappelle que le statu quo, que la communauté internationale a reconnu comme étant insoutenable et inacceptable, est dangereux et risque à tout moment de provoquer une escalade de la violence, aux conséquences imprévisibles. L'Arménie doit prendre conscience que s'appuyer sur le statu quo et les provocations armées est une grave erreur d'évaluation. L'Azerbaïdjan espère que l'Arménie mettra fin au renforcement de son appareil militaire dans les territoires occupés de l'Azerbaïdjan et entamera des négociations de bonne foi avec l'Azerbaïdjan, afin qu'une solution politique tant attendue soit trouvée au conflit.

Je tiens, pour terminer, à souligner que ce conflit ne peut être réglé que sur la base du maintien de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues. L'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan n'a jamais été et ne sera jamais l'objet de négociations. Nous restons attachés au processus de règlement fondé sur ce principe. Plus vite l'Arménie reprendra les consultations et tiendra compte de cette réalité, plus vite le conflit sera réglé et les pays et les peuples de la région pourront bénéficier des avantages offerts par la coopération et le développement économique.

**M. Coussière (France) :** Au niveau régional, entre anciens adversaires qui ont appris à travailler ensemble pour construire un voisinage de paix, peuvent se cristalliser des bonnes pratiques ambitieuses, susceptibles d'inspirer les travaux que nous menons dans les enceintes multilatérales de désarmement. L'Union européenne en est le meilleur exemple, qui est parvenue à tirer les leçons d'un passé douloureux pour construire une paix durable en inventant un nouveau mode de gouvernance des divergences. Par sa politique de voisinage ou de coopération, l'Union européenne met cette expérience au profit de ses partenaires. Les outils de coopération qu'elle propose, notamment dans le domaine du désarmement, sont fortement imprégnés de la dimension régionale. À titre d'exemple, la France participe activement au programme d'assistance de l'Union européenne destiné à favoriser la mise en œuvre effective du traité sur le commerce des armes. Elle a animé l'an passé, sur ce même thème, des ateliers sous-régionaux au Sénégal et au Burkina Faso.

Les centres régionaux des Nations unies interviennent également dans ce contexte et peuvent jouer un rôle utile dans ces efforts, au plus près des acteurs de terrain. C'est également en partenariat avec les pays du G5 Sahel – Tchad, Niger, Burkina Faso, Mali et Mauritanie – que les forces françaises conduisent de nombreuses opérations visant à réduire la liberté d'action des groupes armés terroristes et à les priver de leurs moyens de combat. Elles interviennent aussi régulièrement dans la lutte contre les engins explosifs, en appui de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali.

L'approche régionale constitue également une des voies importantes de promotion du désarmement et de la non-prolifération nucléaires. La France a signé et ratifié les différents traités instituant des zones exemptes d'armes nucléaires. Elle est également

disposée à signer le Protocole au Traité de Bangkok instituant une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud-Est, et soutient, depuis l'origine, l'établissement d'une zone exempte d'armes nucléaires et autres armes de destruction massive et de leurs vecteurs au Moyen-Orient. Cet objectif essentiel passe aussi par une résolution durable des crises de prolifération et l'adhésion, au moment approprié, de tous les États de la région à toutes les conventions pertinentes de non-prolifération et de désarmement.

À l'échelle du continent européen, la France, comme les autres États membres de l'Union européenne, apporte un fort soutien à l'établissement de mesures de transparence et de renforcement de la confiance adaptées à la situation géostratégique de la région. Le Traité sur les forces conventionnelles en Europe aura permis la destruction de nombreux équipements. Mon pays appelle toutes les parties à créer les conditions pour revenir à sa mise en œuvre pleine et entière. Le Traité « Ciel ouvert », qui permet chaque jour le survol de très larges territoires de Vancouver à Vladivostok, promeut également une plus grande symétrie entre les États européens. Le Document de Vienne, pour sa part, constitue un instrument de confiance autant que de transparence et de réduction des risques. Vu les menaces qui pèsent sur cette architecture européenne de sécurité, la France soutient l'impulsion donnée par le Ministre allemand des affaires étrangères, M. Steinmeier, à une nouvelle dynamique de maîtrise des armements conventionnels en Europe.

D'autres coopérations existent au sein de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, notamment sur la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive ou les menaces transversales, la cybersécurité, la gestion des armes légères et de petit calibre et des stocks de munitions. Elles sont étudiées par les partenaires méditerranéens ou asiatiques de l'OSCE comme autant de bonnes pratiques adaptables à leur environnement régional spécifique.

Les initiatives de non-prolifération et de désarmement menées aux niveaux mondial, régional et sous-régional peuvent se renforcer mutuellement lorsqu'elles sont conçues dans une logique de complémentarité. La mobilisation de la communauté internationale contre la menace des restes explosifs de guerre ou des engins explosifs improvisés en constitue un bon exemple. Au niveau mondial, la France coordonne les travaux sur les engins explosifs improvisés dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques,

qui ont notamment permis d'adopter, dans le cadre de son Protocole II modifié, une déclaration politique sur la lutte contre les engins explosifs improvisés.

Au niveau local, elle apporte, via différentes entités du ministère de la défense ou de la sécurité civile, une aide financière et logistique à de nombreuses formations au profit de partenaires tels que le Cambodge, le Liban ou l'Iraq, l'Ukraine ou, bien sûr, les pays africains les plus exposés à la menace des engins explosifs improvisés que sont le Cameroun, le Nigéria, le Tchad ou le Niger.

Pour faire le lien entre les niveaux mondial et local, la France contribue aux initiatives de coopération régionale, en particulier à celle du Centre de perfectionnement aux actions post-confliktuelles de déminage et de dépollution de Ouidah, au Bénin. La complémentarité des savoir-faire qui y sont développés permet au Centre de soutenir également nos partenaires africains dans le renforcement de leurs capacités d'évaluation, de mise aux normes et de gestion des armes légères et de petit calibre des stocks de munitions. Ces projets modélisables, susceptibles d'être reproduits dans différents pays aux situations similaires, visent à renforcer les capacités institutionnelles et opérationnelles nationales plutôt qu'à s'y substituer.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Nous avons entendu le dernier orateur inscrit sur la liste d'aujourd'hui.

Je vais maintenant donner la parole aux délégations qui ont demandé à exercer leur droit de réponse. Je rappelle aux orateurs que les déclarations faites dans l'exercice du droit de réponse sont limitées à 10 minutes pour la première intervention et à cinq minutes pour la seconde intervention.

**M. Ri Tong Li** (République populaire démocratique de Corée) (*parle en anglais*) : Ce matin, le représentant des États-Unis est revenu une fois encore sur la question nucléaire de la République populaire démocratique de Corée dans une déclaration mensongère et éloignée de la réalité et de la vérité. La délégation de la République populaire démocratique de Corée rejette à nouveau totalement des accusations aussi ridicules. Comme je suspecte fortement le représentant de ne pas comprendre la signification de la menace à laquelle il fait référence, je vais reprendre un par un les points qu'il a abordés afin qu'il puisse en saisir la signification.

Tout d'abord, il a déclaré que la République populaire démocratique de Corée avait procédé à un

cinquième essai nucléaire. Il faut être précis quand on parle de chiffres. Combien de fois les États-Unis ont-ils procédé à des essais? Nous sommes tous des professionnels et des experts du désarmement et, en Première Commission, nous savons mieux que quiconque dans le monde que plus de 2 000 essais nucléaires ont eu lieu au niveau mondial. Les États-Unis ont procédé à près de la moitié de ces essais, environ un millier. La République populaire démocratique de Corée n'en a menés jusqu'ici que cinq. Le représentant des États-Unis n'a moralement aucun droit d'évoquer, ni même de soulever la question des essais nucléaires d'autrui.

Il a également parlé de menace, mais cette menace vient des États-Unis. Les armes nucléaires que possède la République populaire démocratique de Corée lui servent de force de dissuasion. Leur effet particulièrement dissuasif contribue à la paix et à la sécurité de la péninsule coréenne et de l'ensemble du monde. Sans cette dissuasion nucléaire, une autre guerre aurait déjà éclaté en Corée, provoquant une deuxième catastrophe comparable à celle d'Hiroshima et de Nagasaki. Mais le fait que nous possédions des armes nucléaires a empêché qu'une telle catastrophe se produise sur la péninsule coréenne, ou partout ailleurs dans le monde.

D'où vient donc cette menace? La République populaire démocratique de Corée est fermement convaincue qu'elle vient des États-Unis, car ils constituent la source et la cause même de la menace qui existe aux niveaux régional et international. Au niveau international, chacun le reconnaît, même un enfant le dirait. Les États-Unis possèdent le plus vaste arsenal d'armes nucléaires. Les États-Unis sont le seul pays à avoir utilisé des armes nucléaires, larguant leur puissance destructrice contre la population des grandes villes d'Hiroshima et de Nagasaki. Sans les États-Unis, les armes nucléaires n'auraient jamais été fabriquées et les termes employés pour les décrire n'auraient jamais existé. Personne n'aurait appris les mots « armes nucléaires ». Mais les États-Unis ont été les premiers à concevoir, fabriquer et utiliser ces armes contre des civils. Cela ne doit pas être passé sous silence et doit être considéré comme un crime contre l'humanité – et je crois qu'un jour il en sera ainsi.

En ce qui concerne la menace contre notre région, j'ai indiqué à plusieurs reprises à la Commission que je ne me rappelle pas qui est vraiment à l'origine des problèmes. Je souligne que, comme ils l'ont fait au

niveau mondial, ce sont les États-Unis qui ont introduit les premières armes nucléaires sur la péninsule coréenne, en 1957, faisant passer leur nombre à plus d'un millier dans les années 70, comme je l'ai souligné. En 2002, les États-Unis ont déclaré que la République populaire démocratique de Corée, État Membre respecté de l'ONU, faisait partie d'un « axe du mal », avec plusieurs autres États, et l'ont désigné comme cible d'une frappe nucléaire préventive. Des exercices militaires conjoints ont été menés depuis les années 60. Il y a deux jours à peine, un autre exercice militaire a eu lieu dans le prolongement des exercices militaires navals, cette fois avec la participation de bombardiers et d'avions de combat japonais, en utilisant le porte-avions *USS Ronald Reagan* et sa flotte de navires de guerre, équipés des armes les plus perfectionnées. La cible était toujours la même – une tentative ouvertement déclarée de s'emparer du leadership de la République populaire démocratique de Corée.

En outre, aux fins d'information de la Commission, le 21 octobre, M. Kerry, actuel Secrétaire d'État américain, a fait ouvertement référence à la République populaire démocratique de Corée en la qualifiant de régime illégal et illégitime. La République populaire démocratique de Corée rejette cette affirmation qu'elle juge, une nouvelle fois, ridicule. Au contraire, les États-Unis sont le régime le plus illégal et illégitime, à l'origine de toutes les questions nucléaires et régionales, envahissant d'autres pays et créant le problème de réfugiés qui s'est transformé en une catastrophe à grande échelle. Face à cet assaut croissant de chantages et de menaces, la République populaire démocratique de Corée n'a pas eu d'autre choix que le nucléaire. Comme je l'ai indiqué, nos armes nucléaires contribuent par leur effet vraiment dissuasif à la paix et à la sécurité sur la péninsule coréenne et dans le monde entier. La République populaire démocratique de Corée continuera à augmenter ses forces armées nucléaires conformément à sa politique d'État, quels que soient les arguments grotesques émanant des États-Unis.

Dans sa déclaration, M. Kerry a également indiqué qu'il modifierait l'orientation choisie par notre pays concernant le cinquième essai nucléaire. Comme je l'ai indiqué, la République populaire démocratique de Corée a été contrainte d'opter pour le nucléaire en raison du chantage exercé par les États-Unis. Ce sont les États-Unis qui ont fait de la République populaire démocratique de Corée une puissance nucléaire. Les États-Unis en portent l'entière responsabilité. Les États-Unis devraient se sentir déshonorés et honteux

d'avoir qualifié la République populaire démocratique de Corée de menace pour la paix et la sécurité, car ce sont les États-Unis qui sont la plus grande menace et la source cancéreuse de tous les problèmes que connaît la péninsule coréenne.

En ce qui concerne la légitimité des sanctions et des résolutions, la République populaire démocratique de Corée est fermement convaincue qu'il s'agit de documents illégaux, dénués de toute légalité, moralité ou impartialité. Il existe de nombreux règlements et normes régissant les activités nucléaires et balistiques dans le monde, mais il n'existe aucune disposition qualifiant les essais nucléaires et le lancement de satellites de menace contre la paix et la sécurité internationales. Les États-Unis se servent du Conseil de sécurité comme d'une arme contre les gouvernements légitimes.

**M. Robatjazi** (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Dans sa déclaration aujourd'hui, le représentant des Émirats arabes unis a répété plusieurs accusations infondées visant mon pays. Il s'agit d'accusations absurdes, hypocrites et grotesques.

Premièrement, alors que les Émirats arabes unis accusent l'Iran d'ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays, ses avions de combat et ceux de ses partenaires, dont le régime saoudien, bombardent des civils sans défense et les infrastructures de la nation appauvrie du Yémen, commettant des actes inhumains, qui vont à l'encontre du droit international humanitaire et s'apparentent à des crimes de guerre.

Deuxièmement, depuis des décennies, les Émirats arabes unis, avec d'autres complices, exportent l'idéologie extrémiste takfiri, forment et arment des groupes terroristes tels que Daech en Iraq, en Syrie et dans d'autres endroits. En fait, les Émirats arabes unis sont mécontents que l'Iran soit au premier rang dans la lutte contre ces terroristes, ce qui va à l'encontre de leurs objectifs.

L'Iran a toujours cherché à apaiser les tensions dans notre région et à nouer des relations d'amitié et de coopération avec ses voisins, notamment avec ceux du golf Persique. Nous appelons une fois encore à la tenue d'un dialogue en vue de dissiper les malentendus et de rétablir les relations amicales dont a toujours bénéficié notre peuple au cours de son histoire.

**M. Kim In-Chul** (République de Corée) (*parle en anglais*) : Chaque année, les délégations participent aux travaux de la Commission dans l'espoir de partager des idées et de débattre ensemble des moyens de rendre

le monde meilleur grâce à des progrès en matière de désarmement. Mais leurs espoirs sont réduits à néant par les provocations irresponsables et illégitimes de la République populaire démocratique de Corée. Depuis la dernière session de la Commission, la République populaire démocratique de Corée a procédé à deux essais nucléaires et lancé des dizaines de missiles balistiques. Au cours des derniers jours, j'ai dû modifier à deux reprises le décompte des tirs de missiles balistiques, qui ont tous été effectués au mépris de la volonté de la communauté internationale telle que consacrée par les résolutions du Conseil de sécurité. Nous avons des doutes sérieux quant à la question de savoir si la République populaire démocratique de Corée partage notre objectif commun de paix et de sécurité lorsque ses représentants siègent et s'expriment dans cette enceinte. Nous rejetons catégoriquement leurs revendications infondées et illégales, qui nous font perdre tout simplement notre temps.

**M. Hall** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je prends la parole afin de répondre aux remarques délirantes sur les États-Unis faites par le représentant de la République populaire démocratique de Corée.

Les essais de missiles et d'armes nucléaires effectués par la République populaire démocratique de Corée représentent une menace pour la paix et la sécurité à l'échelon régional et international et constituent une violation des multiples résolutions du Conseil de sécurité. La République populaire démocratique de Corée a déclaré que ses missiles sont destinés à être utilisés comme vecteurs d'armes nucléaires contre des villes aux États-Unis et chez nos alliés en République de Corée et au Japon. Ces actes de provocation ne font que renforcer la détermination de la communauté internationale de lutter contre les activités prohibées de la République populaire démocratique de Corée, en appliquant notamment les résolutions du Conseil de sécurité et en recherchant l'imposition de nouvelles sanctions. Nous continuons d'en appeler à la République populaire démocratique de Corée afin qu'elle mette fin à son comportement déstabilisateur et menaçant et respecte ses obligations et engagements internationaux. L'engagement que nous avons pris d'être au côté de nos alliés pour les défendre est indéfectible.

**M. Al-Matrooshi** (Émirats arabes unis) (*parle en arabe*) : Nous souhaitons exercer notre droit de réponse suite aux affirmations erronées et infondées du représentant de l'Iran, qui a nié l'ingérence constante

de son pays dans les affaires intérieures de ses voisins. Cette ingérence est à l'origine de l'aggravation des tensions dans le Golfe arabe, au Yémen, en Syrie et dans d'autres parties du monde. Nous avons exprimé notre soutien à l'accord nucléaire conclu entre le P5+1 et l'Iran sachant qu'après des années de sanctions, l'accord donnerait à l'Iran la possibilité de nouer de nouvelles relations avec ses voisins et de démontrer son attachement à la stabilité régionale et son respect envers la souveraineté des États voisins. Malheureusement, plus d'un an après la signature de l'accord, nous assistons à une intensification de la politique d'agression de l'Iran dans la région et un renforcement de ses programmes de missiles balistiques et d'armes. Ceci nous rappelle que l'Iran continue d'être un État qui appuie le terrorisme et poursuit une politique d'ingérence, alors que nous combattons les groupes terroristes. Nous luttons pour défendre les droits du peuple yéménite, qui ont été violés par l'Iran et ses alliés.

**M. Ri Tong Li** (République populaire démocratique de Corée) (*parle en anglais*) : Une fois encore, la Corée du Sud et les États-Unis lancent de fausses accusations contre la République populaire démocratique de Corée. Rien n'est vérifié sur le terrain ni exact par rapport à la situation sur la péninsule de Corée.

Le représentant de la Corée du Sud a exprimé des doutes quant à notre attachement à la paix et à la sécurité. Il est absurde de la part de la Corée du Sud d'affirmer des choses aussi ridicules, car c'est la République de Corée qui importe toutes sortes de biens nucléaires en provenance des États-Unis. Aucun pays ici, en Première Commission, n'autorise des pays étrangers à déployer des armes contre ses propres citoyens. Et pourtant la Corée du Sud permet l'accumulation et le déploiement massifs de différents types d'avions et de navires stratégiques, tels que des B-52, des E1B, des porte-avions et des sous-marins à propulsion nucléaire. Les B-52 et autres bombes ont la capacité de transporter six mégatonnes de matériel nucléaire, des bombes 600 fois plus puissantes que celles larguées sur Hiroshima et Nagasaki. La Corée du Sud n'a par conséquent aucun droit moral ni juridique de se mêler des questions nucléaires de la péninsule coréenne.

Le représentant des États-Unis répète une nouvelle fois que la République populaire démocratique de Corée représente une menace. J'aimerais lui suggérer à nouveau de se rendre sur le site des exercices militaires conjoints où, sous prétexte de participer à des exercices,

des bombardiers et du matériel hautement perfectionnés sont utilisés et pourraient attaquer à tout moment la République populaire démocratique de Corée. Les États-Unis exacerbent les tensions, au risque que la situation sur la péninsule coréenne dégénère et soit hors de contrôle.

En ce qui concerne la légalité et les questions juridiques, des sanctions ont encore une fois été mentionnées – en particulier de nouvelles sanctions. Les sanctions n'ont jamais fonctionné et ne fonctionneront jamais parce qu'elles ne sont ni morales ni justes. Ce sont les États-Unis qui ont conçu et élaboré des résolutions remplies de contradictions juridiques. Les États-Unis sont le principal fabricant d'armes nucléaires et possèdent les plus vastes arsenaux nucléaires au monde. Pourtant, le représentant des États-Unis met l'accent sur les activités nucléaires de la République populaire démocratique de Corée et détermine qu'elles représentent une menace pour la paix et la sécurité internationales. Il n'existe aucune disposition à ce sujet dans la Charte des Nations Unies ou dans le droit international. J'aimerais demander au représentant des États-Unis de bien vouloir étudier attentivement chaque article du droit international et de la Charte, car il n'existe aucune disposition de ce genre. La République populaire démocratique de Corée a signalé cette contradiction au Secrétariat et demandé au Secrétaire général Ban Ki-moon de clarifier ce point, mais il ne nous a jamais répondu.

**M. Kim In-chul** (République de Corée) (*parle en anglais*) : Comme je l'ai indiqué l'autre jour, la République populaire démocratique de Corée prend la parole ici en Première Commission dans le seul but de contribuer à sa propagande intérieure, qui vise l'incitation à la haine au sein de son peuple dans l'espoir trompeur qu'il l'aidera à assurer la survie d'un système qui est simplement insoutenable, pour bien des raisons. Au cours d'une récente conférence de presse, la République populaire démocratique de Corée a cité le proverbe « Les chiens aboient, la caravane passe ». Mais qui est le chien et qui est la caravane? La République populaire démocratique de Corée peut choisir d'aboyer, de hurler ou de grogner, la communauté internationale passera son chemin. Elle adoptera des sanctions plus fermes et exprimera son rejet catégorique du discours et du comportement provocateurs de la République populaire démocratique de Corée. La souffrance qu'elle s'impose ne mènera qu'à son autodestruction si elle poursuit sur cette voie.

**M. Hall** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je regrette de devoir intervenir une seconde fois. Nos exercices militaires conjoints annuels sont transparents et axés sur la défense. Ils ont lieu de façon régulière et ouverte, sous le Commandement des forces combinées, depuis près de 40 ans. Ils ont pour objectif de mieux nous préparer à défendre la République de Corée, protéger la région et préserver la stabilité sur la péninsule coréenne. Ils témoignent clairement de l'engagement des États-Unis vis-à-vis de l'alliance. Les résolutions du Conseil de sécurité font partie du droit international. Je suggère au représentant de la République populaire démocratique de Corée d'étudier la façon dont fonctionne l'ONU.

**M. Robatjazi** (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Le représentant des Émirats arabes unis prétend que son pays a envahi le Yémen pour lutter contre les terroristes sur place. Mais, sur le terrain, il mène une lutte ouverte contre des Yéménites au côté d'Al-Qaida au Yémen. Au côté de l'Arabie saoudite, ils ont bombardé pendant environ 20 mois des civils yéménites. Il existe des preuves formelles émanant d'organisations internationales et humanitaires, et d'organismes de l'ONU présents au Yémen, selon lesquelles au cours de cette agression de 20 mois, la coalition au Yémen dirigée par les Saoudiens a détruit 3 000 sites civils et s'est rendue responsable de la mort de 60 % des civils yéménites.

**M. Alotaibi** (Arabie saoudite) (*parle en arabe*) : Le représentant de l'Iran a cherché à ternir le nom de l'Arabie saoudite non seulement dans sa déclaration principale, mais aussi dans son droit de réponse. Selon le droit international, tous les États ont le droit d'acheter des armes pour leur propre défense et celle de leur territoire. Toutefois, acheter des armes pour les donner à des groupes terroristes qui les utilisent à leurs propres fins, comme le fait l'Iran, est contraire aux principes de l'ONU.

Depuis la révolution de Khomeini, l'Iran a cherché à porter atteinte à la paix et à la sécurité dans les pays du Golfe en leur envoyant des armes et des stupéfiants, ce qui témoigne de son attitude négative à l'égard de ces pays.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Nous avons épuisé le temps qui nous était imparti pour cet après-midi.

Je donne maintenant la parole au Secrétaire de la Commission pour quelques annonces.

**M<sup>me</sup> Elliott** (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : J'aimerais faire une annonce concernant la phase de prise de décision de la Commission, laquelle, je l'espère, débutera jeudi 27 octobre. En début de journée, nous avons distribué deux documents, le document A/C.1/71/CRP.3/Rev.3 et le document officiel N° 1/Rev.1. Je signale qu'une légère modification a été apportée au document officiel N° 1 relatif aux armes nucléaires, à savoir le document A/C.1/71/L.57/Rev.1. Il y aura une présentation de l'état des incidences sur le budget-programme plutôt qu'une déclaration à ce sujet.

J'aimerais saisir cette occasion pour informer les délégations que la fonction de e-Speaker liée à la phase de prise de décision a été activée. Les délégations pourront donc l'utiliser pour s'inscrire si elles souhaitent faire une déclaration d'ordre général avant le vote ou une explication de vote ou de position avant ou après le vote. À ce propos, afin d'achever nos travaux en temps utile, en particulier jeudi prochain, le Secrétariat voudrait saisir cette occasion pour encourager vivement les délégations à expliquer leur vote après le vote plutôt qu'avant le vote. Les délégations auront bien sûr encore le droit d'expliquer leur vote avant le vote, mais les explications de vote après le vote nous permettront de gagner du temps.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : La prochaine séance de la Commission aura lieu demain après-midi, à 15 heures précises. La Commission entendra les orateurs restants au titre du groupe de questions relatif au désarmement nucléaire et la sécurité, et reprendra l'examen du groupe de questions relatif au mécanisme de désarmement. La séance sera suspendue à 17 h 30 afin de procéder à la cérémonie annuelle de remise des diplômes du Programme de bourses d'études des Nations Unies sur le désarmement.

*La séance est levée à 18 h 15.*